



unesco

Instituto Internacional para
la Educación Superior en
América Latina y el Caribe



Penser hors des sentiers battus

Perspectives sur les futurs de l'enseignement supérieur à l'horizon 2050

Le 25 mai 2021

Publié en 2013 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France et UNESCO International Institute for Higher
Education in Latin America and the Caribbean (IESALC)

© UNESCO IESALC 2021

Copyright deposit: DC2021000617

ISBN: 978-980-7175-58-6



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Photo de couverture de Kaboompics.com de Pexels. Aucune restriction de droit d'auteur connue.

Rapport rédigé par Emma Sabzalieva, Eglis Chacón, Bosen Lily Liu, Diana Morales, Takudzwa Mutize, Huong Nguyen et Jaime Roser Chinchilla.

L'IESALC tient à remercier les collègues suivants pour leurs précieux commentaires et leur contribution: Dana Abdrasheva, Leanne Davey, Keri Facer, Keith Holmes, Harold Mera, José Antonio Quinteiro et Daniele Vieira.

Table des matières

Table des matières	3
Glossaire	4
Avant-propos.....	6
Projet Les futurs de l'enseignement supérieur	8
Consultations d'experts	9
Organisation du rapport	13
Sommaire exécutif	14
1. Messages clés sur les futurs de l'enseignement supérieur	19
2. Définition des objectifs de l'enseignement supérieur	20
2a. Promouvoir le bien-être de la planète.....	20
2b. Contribuer au développement social et économique	21
2c. Financer un bien public.....	22
2d. Connecter l'écosystème de l'enseignement supérieur.....	23
3. Concevoir un enseignement supérieur pour tous	24
3a. Réaliser le droit à l'enseignement supérieur	25
3b. Intégrer l'apprentissage entre les disciplines	26
3c. Guider et éduquer les apprenants.....	27
3d. Élaborer des programmes et des parcours flexibles et inclusifs.....	28
3e. Évaluer et accréditer les résultats d'apprentissage	29
4. Créer et partager des connaissances	31
4a. Produire des connaissances pour le bien commun	31
4b. Fonder les connaissances pertinentes dans le contexte	32
4c. Comblers les fossés numériques	33
4d. Imaginer des modèles alternatifs d'organisation de connaissances.....	35
5. Faire de la diversité au atout.....	37
5a. Adopter des modes de connaissance et d'action pluriels.....	38
5b. Répondre à la diversité des apprenants	39
5c. Valoriser les divers paysages institutionnels.....	40
5d. Créer des espaces de dialogue	41
6. S'engager avec l'âme et en solidarité	42
6a. Assumer la responsabilité académique	43
6b. Offrir une éducation ayant une âme	44
6c. Répondre collectivement aux défis mondiaux.....	45

6d. Faire entendre sa voix sur la scène mondiale.....	47
6e. Poursuivre une internationalisation mutuellement inclusive.....	48
7. Penser hors des sentiers battus: Opportunités et défis d'ici à 2050.....	49

Glossaire

Le présent rapport utilise les définitions courantes données par l'UNESCO aux concepts clés de l'enseignement supérieur, telles qu'elles ont été élaborées pour la Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications relatives à l'enseignement supérieur¹:

Apprentissage formel: apprentissage dérivant d'activités menées dans un cadre d'apprentissage structuré, débouchant sur une qualification formelle, et fourni par un établissement d'enseignement autorisé par les autorités compétentes d'un État Partie à dispenser cet apprentissage.

Apprentissage informel: apprentissage ayant lieu en dehors du système d'éducation formel et résultant des activités de la vie courante en lien avec le travail, la famille, la communauté locale ou les loisirs.

Apprentissage non formel: apprentissage réalisé dans un cadre d'enseignement ou d'apprentissage mettant l'accent sur la vie professionnelle et n'appartenant pas au système d'éducation formelle.

Enseignement supérieur: tout type de programmes ou de cursus de niveau post-secondaire, reconnu par les autorités compétentes d'un État Partie, ou d'une de ses unités constituantes, comme relevant de son système d'enseignement supérieur.

Établissement d'enseignement supérieur (EES): établissement dispensant un enseignement supérieur, reconnu comme relevant du système d'enseignement supérieur d'un État Partie par une autorité compétente de celui-ci ou d'une de ses unités constituantes.

¹ http://portal.unesco.org/fr/ev.php-URL_ID=49557&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

Qualification:

(a) **Qualification de l'enseignement supérieur:** tout grade, diplôme, certificat ou titre délivré par une autorité compétente qui atteste de la réussite à un programme d'enseignement supérieur ou d'une validation des acquis antérieurs, le cas échéant;

(b) **Qualification donnant accès à l'enseignement supérieur:** tout grade, diplôme, certificat ou titre délivré par une autorité compétente qui atteste de la réussite d'un programme d'enseignement ou d'une validation des acquis antérieurs, le cas échéant, et qui confère à son titulaire le droit d'être pris en considération pour accéder à l'enseignement supérieur.

Région: toute zone géographique correspondant à la définition des régions adoptée par l'UNESCO en vue de l'exécution par l'Organisation des activités de caractère régional, à savoir: Afrique, États arabes, Asie et Pacifique, Europe et Amérique du Nord, Amérique latine et Caraïbes.

Avant-propos

Lorsque j'ai réalisé que l'Institut international pour l'enseignement supérieur (IESALC) pouvait contribuer à l'initiative phare de l'UNESCO sur les futurs de l'apprentissage du point de vue du secteur de l'enseignement supérieur, j'ai pensé qu'il serait bon d'avoir une sorte de cadre théorique. Il existe quatre approches cruciales pour les études de prospective. La première est l'approche prédictive, basée sur les sciences sociales empiriques. La deuxième est l'approche interprétative; elle ne consiste pas à prévoir le futur mais à comprendre les images concurrentes du futur. La troisième est l'approche critique, dérivée de la pensée post-structurale et axée sur la question de savoir qui bénéficie de la réalisation de certains futurs. La quatrième approche est l'apprentissage/la recherche-action participative. Cette approche est beaucoup plus démocratique et se concentre sur les parties prenantes qui construisent leur propre avenir sur la base de leurs hypothèses concernant le futur et de ce qui est essentiel pour elles. Je pense que c'est celle qui décrit le mieux notre approche pour cet exercice sur les futurs de l'enseignement supérieur.

De nombreux chercheurs et analystes politiques, y compris certains de ceux qui travaillent à notre Institut, préféreraient une enquête sur les futurs qui soit plus à court terme, immédiatement bénéfique pour le secteur de l'enseignement supérieur, et encadrée dans le langage de l'UNESCO. Cependant, dans l'ensemble, cet exercice s'est moins préoccupé de prédire les futurs que de tenter d'imaginer de nouvelles façons de concevoir, d'assurer et d'améliorer un enseignement supérieur pour tous.

À l'Institut, nous nous préoccupons non seulement de prévoir les futurs, d'interpréter les futurs et de critiquer les futurs de l'enseignement supérieur, mais aussi de créer non seulement la possibilité mais aussi la réalité d'autres futurs pour l'enseignement supérieur qui soient tous, si possible, optimistes par nature.

Je tiens à exprimer notre gratitude à tous les experts internationaux qui ont participé à cet exercice, ainsi qu'à notre propre équipe d'analystes dévouées de l'IESALC qui a fait ses contributions. Ce faisant, ils ont tous aidé à créer des futurs alternatifs en abordant comme une problématique les hypothèses de base sur l'enseignement supérieur et leur contribution au futur. En interrogeant les futurs, les questions émergentes, les analyses et les scénarios,

notre intention est de sortir du présent et de créer les possibilités pour atteindre de nouveaux et de meilleurs futurs pour l'enseignement supérieur.

Francesc Pedró

Directeur

Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et dans
les Caraïbes

Projet Les futurs de l'enseignement supérieur

Le présent rapport, issu de consultations d'experts, présente les conclusions de la première phase d'un projet multi-phase sur les Futurs de l'enseignement supérieur, entrepris par l'Institut international de l'UNESCO pour l'enseignement supérieur (IESALC) au cours de l'année 2021.² Le projet est entrepris dans le cadre de l'initiative phare de l'UNESCO "Futurs de l'éducation", qui vise à "repenser l'éducation et à façonner le futur".³ Lancée en septembre 2019, l'initiative Futurs de l'éducation a jusqu'à présent fait participer près d'un million de personnes à des consultations mondiales pour alimenter les travaux de la Commission internationale sur les futurs de l'éducation et son grand rapport qui sera publié en novembre 2021.

En plaçant l'enseignement supérieur dans le cadre de débats et de réflexions prospectifs plus larges sur l'éducation, le projet IESALC les Futurs de l'enseignement supérieur s'inspire également des idées et de la pensée représentées dans les nombreuses contributions significatives et continues à l'enseignement supérieur apportées par l'UNESCO depuis sa fondation, et il continue à les développer. Le projet Les futurs de l'enseignement supérieur vise à stimuler une réflexion et des idées créatives et imaginatives sur les futurs de l'enseignement supérieur dans une perspective mondiale, en alimentant les discussions sur le rôle de l'enseignement supérieur. Le projet Les futurs de l'enseignement supérieur est guidé par deux questions ouvertes:

Comment souhaiteriez-vous que l'enseignement supérieur soit en 2050?

Comment l'enseignement supérieur pourrait-il contribuer à de meilleurs futurs pour tous en 2050?

Le projet est guidé par la manière dont l'enseignement supérieur a été façonné jusqu'à présent, en revisitant ce qui, dans un passé récent, a déjà été proposé comme des futurs souhaitables ou plausibles pour l'enseignement supérieur, mais en cherchant à trouver des moyens de supprimer les contraintes que cela peut imposer à la vision du futur. Ceci est particulièrement important en ce qui concerne les notions d'enseignement supérieur qui sont

² <https://www.iesalc.unesco.org/en/futures-of-higher-education/>

³ <https://fr.unesco.org/futuresofeducation/>

devenues dominantes, mais qui ne reflètent pas la pluralité des traditions de connaissance qui existent.

À chaque phase du projet Les futurs de l'enseignement supérieur, l'IESALC s'engage auprès d'une série de parties prenantes pour générer de manière innovante de nouvelles perspectives sur les futurs de l'enseignement supérieur. Les phases actuellement prévues sont les suivantes: (1) Consultations d'experts (rapport actuel); (2) Consultation publique (une courte enquête disponible en anglais, français et espagnol pour les membres du public); (3) Groupes de discussion d'étudiants (organisés dans le contexte de l'initiative Futurs de l'éducation, une série de groupes de discussion avec des étudiants sur l'enseignement supérieur); (4) Groupes de discussion de jeunes (écouter les idées sur l'enseignement supérieur des jeunes dans toutes les régions du monde); (5) Technologie et futurs durables (collaboration avec des entreprises technologiques et des innovateurs pour comprendre comment la technologie dans le contexte de l'enseignement supérieur peut être exploitée pour le bien commun mondial); (6) Recommandations en matière de politiques (générées par des discussions de groupe avec des décideurs politiques dans toutes les régions); et (7) Analyse documentaire (une analyse documentaire multilingue approfondie des travaux publiés au cours de la dernière décennie concernant les futurs de l'enseignement supérieur).

Ce rapport est un résumé des réponses des experts en enseignement supérieur aux deux questions directrices du projet. Les experts ont tous été profondément engagés dans les questions d'enseignement supérieur dans de multiples contextes d'enseignement supérieur et leurs points de vue constituent une base critique pour stimuler la réflexion sur les futurs de l'enseignement supérieur. Les résultats des autres phases de l'étude sur les futurs de l'enseignement supérieur, qui font appel à d'autres acteurs de l'enseignement supérieur, seront présentés plus tard en 2021 et en 2022. Un rapport final du projet rassemblera les résultats de toutes les phases.

Consultations d'experts

Au cours de cette phase du projet, l'IESALC a consulté 25 experts en enseignement supérieur du monde entier possédant une expertise dans toutes les régions de l'UNESCO et ayant une grande expérience en matière d'enseignement, de recherche et/ou de mise en œuvre dans le

cadre de l'enseignement supérieur. Une attention particulière a été accordée à l'équilibre entre les sexes et les régions, ainsi qu'à l'inclusion d'experts dont l'expertise en matière d'enseignement supérieur intègre des traditions de savoir au-delà des structures d'apprentissage formelles.

En février et mars 2021, chaque expert a produit un document de réflexion court résumant ses idées en réponse aux deux questions directrices du projet. Ces documents ont été diffusés auprès de tous les experts et ont été publiés sur le site web de l'IESALC en anglais, français et espagnol où ils peuvent être librement consultés.⁴

En mars 2021, les experts ont participé en petits groupes à l'un des cinq ateliers en ligne de deux heures afin d'engager un dialogue, de partager des connaissances et d'étendre les visions présentées dans les documents de réflexion. Quatre ateliers ont eu lieu en anglais et un en espagnol.

L'IESALC exprime sa sincère gratitude aux experts pour leur volonté de participer à cette phase du projet Les futurs de l'enseignement supérieur, ainsi que pour les sagesses et les idées qu'ils ont si volontiers partagées.

Les experts sont classés par ordre alphabétique de nom de famille:

1. Professeur Naomar Almeida-Filho, Professeur invité, Institut d'études avancées de l'Université de São Paulo, Brésil
2. Professeur N'Dri Thérèse Assié-Lumumba, Directeur de l'Institut pour le développement de l'Afrique, Université de Cornell, USA
3. Professeur Ronald Barnett, Professeur émérite d'enseignement supérieur, University College de Londres, Royaume-Uni
4. Professeur Sir Hilary Beckles, Vice-recteur, Université des Indes occidentales

⁴ <https://www.iesalc.unesco.org/en/futures-of-higher-education/expert-consultations/>

5. Professeur José Joaquín Brunner, Directeur du Doctorat en enseignement supérieur; Directeur de la Chaire UNESCO en politiques comparatives en enseignement supérieur, Université Diego Portales, Chili
6. Professeur Michael Cross, Directeur du Centre Ali Mazrui pour les études sur l'enseignement supérieur, Université de Johannesburg, Afrique du Sud
7. Professeur Jocelyne Gacel-Ávila, Coordinatrice de l'Observatoire régional de l'Amérique latine et des Caraïbes sur l'internationalisation et les réseaux dans l'enseignement supérieur, Université de Guadalajara, Mexique
8. Professeur Marek Kwiek, Chaire UNESCO en recherche institutionnelle et politique d'enseignement supérieur; Directeur de l'Institut d'études avancées en sciences sociales et humaines, Université de Poznan, Pologne
9. Professeur Liu Haifeng, Professeur principal d'arts libéraux, Collège d'éducation, Université de Zhejiang, Chine
10. Professeur Ahmad Y. Majdoubeh, Vice-chancelier pour les sciences humaines, Université de Jordanie, Jordanie
11. Professeur Mpine Makoe, Chaire du Commonwealth of Learning sur les ressources éducatives ouvertes, Institut d'apprentissage ouvert à distance, Université d'Afrique du Sud, Afrique du Sud
12. Professeur Takyiwaa Manuh, Professeur émérite d'études africaines, Institut d'études africaines, Université du Ghana, Ghana
13. Professeur Simon Marginson, Professeur d'enseignement supérieur; Directeur du Centre ESRC/OFSRE pour l'enseignement supérieur mondial, Université d'Oxford, Royaume-Uni
14. Dr Pankaj Mittal, Secrétaire général, Association des universités indiennes, Inde
15. Professeur Marcela Mollis, Directrice de recherche sur l'enseignement supérieur comparatif, Instituto Universitario de la Cooperación, Argentine

16. Professeur Rajani Naidoo, Directeur du Centre international de gestion de l'enseignement supérieur; Chaire UNESCO en gestion de l'enseignement supérieur, Université de Bath, Royaume-Uni
17. Dr Oomandra Nath Varma, Directeur, Institut mauricien de l'éducation, Maurice
18. Dr Dorcas Beryl Otieno, OGW, Chaire UNESCO sur l'enseignement supérieur pour une économie verte et la durabilité; Maître de conférences, Département d'études environnementales et de développement communautaire, Université Kenyatta, Kenya
19. Professeur Dzulkipli (Dzul) Razak, Recteur, Université islamique internationale de Malaisie
20. Professeur Nagla Rizk, Professeur d'économie; Directeur fondateur du Centre d'accès au savoir pour le développement, Université américaine du Caire, Égypte
21. Professeur Patricia Mariella Ruiz Bravo López, Chaire UNESCO sur l'égalité des sexes dans l'enseignement supérieur, Université catholique pontificale du Pérou, Pérou
22. Professeur Emeritus Chanita Rukspollmuang, Vice-chancelier, Université de Siam, Thaïlande
23. Luis Fernando Sarango, Pushak/Recteur, Pluriversidad Amawtay Wasi, Équateur
24. Professeur Linda Tuhiwai Smith, Professeur d'éducation autochtone, Université de Waikato, Nouvelle-Zélande
25. Professeur Felisa Tibbitts, Chaire UNESCO sur les droits de l'homme et l'enseignement supérieur; Chaire sur l'éducation aux droits de l'homme, Université d'Utrecht, Pays-Bas

Organisation du rapport

Le contenu du rapport est issu des documents de réflexion des experts et des ateliers en ligne. Comme il est reconnu que les perspectives de chaque expert sont fondées sur leur combinaison unique d'antécédents ontologiques, épistémologiques, professionnels et géographiques, le rapport vise à partager leurs idées de manière à ce qu'elles puissent être significatives pour différentes régions et différents types/formes d'enseignement supérieur et d'établissements d'enseignement supérieur (EES). Néanmoins, en tant que synthèse fondée sur un processus consultatif, le rapport n'est pas conçu pour couvrir tous les aspects imaginables relatifs aux futurs de l'enseignement supérieur.

Alors que l'objectif fondamental de ce rapport est de présenter les points de vue des experts, l'organisation générale du rapport, les rubriques et les choix relatifs à ce qui pourrait y être inclus ont été réalisés par l'IESALC. Selon le cas, les liens entre les conclusions et les programmes et les activités de l'UNESCO sont indiqués dans les notes de bas de page.

Bon nombre des idées et des thèmes abordés dans le rapport ont été soulevés par plusieurs experts, qu'ils soient formulés dans le même vocabulaire ou décrits à l'aide de termes similaires à ceux enregistrés ici. Le choix d'utiliser certains mots plutôt que leurs synonymes n'implique aucune préférence. D'autres orientations relatées dans ce rapport proviennent d'un expert ou d'un petit nombre d'experts. Toutes les propositions, arguments et thèmes avancés ont été considérés comme ayant la même pertinence et importance, qu'ils émanent d'un ou de plusieurs experts.

Cela dit, il n'a été ni possible ni souhaitable de reproduire les nuances et les différenciations qui apparaissent dans les documents de réflexion, lesquels ont été publiés comme un ensemble de ressources liées mais distinctes.⁵ L'IESALC s'est efforcé de présenter un récit à la fois robuste et courageux, en s'aventurant à se concentrer davantage sur les convergences que sur les divergences entre les experts.

Lorsque des citations sont données ou qu'un point est attribué à un certain expert sur la base de son document de réflexion, son nom de famille est mentionné entre parenthèses. Les

⁵ <https://www.iesalc.unesco.org/en/futures-of-higher-education/expert-consultations/>

discussions à huis clos lors des ateliers ont été conçues pour générer des résultats plus dialogués et pour faire le lien avec le contenu des documents de réflexion écrits à la portée du public. Ainsi, les propositions ou les thèmes soulevés dans ce rapport qui proviennent des ateliers sont rédigés sous une forme générale afin de transmettre le sens global plutôt que d'être attribuables individuellement.

Certains points du rapport sont des suggestions sur la manière dont les futurs de l'enseignement supérieur pourraient se dessiner, et/ou sur la manière dont nous pourrions atteindre de meilleurs futurs pour tous grâce à l'enseignement supérieur. Le langage utilisé dans le rapport reflète cela par le biais de phrases telles que "L'enseignement supérieur peut..." et "L'enseignement supérieur devrait...". Il est important de noter qu'il ne s'agit pas de déclarations définitives, ni de l'expression d'un consensus collectif sur les futurs de l'enseignement supérieur.

L'utilisation intentionnelle au pluriel de mots tels que "futurs", "connaissances" et "objectifs" dans ce rapport soutient l'intention de la Commission internationale sur les futurs de l'éducation de ne pas définir une seule voie à suivre mais plutôt d'identifier de multiples "voies prometteuses qui permettront d'élaborer des politiques et des stratégies pour façonner des futurs souhaitables et réparer les injustices passés".⁶

Sommaire exécutif

Les deux questions directrices du projet Les futurs de l'enseignement supérieur (Comment souhaiteriez-vous que soit l'enseignement supérieur en 2050? Comment l'enseignement supérieur pourrait-il contribuer à de meilleurs futurs pour tous en 2050?) constituent le cadre général du présent rapport. Comme il s'agit d'une synthèse des consultations d'experts organisées par l'IESALC, le rapport remet en question les hypothèses courantes concernant l'enseignement supérieur et ses contributions, afin de créer une série audacieuse de possibilités pour des futurs différents - et meilleurs - de l'enseignement supérieur.

⁶ UNESCO, "Rapport d'étape de la Commission internationale sur Les futurs de l'éducation" (UNESCO, mars 2021), p.3, https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000375746_fre

Ce rapport, présenté par l'IESALC à la Commission internationale sur les futurs de l'éducation, a été également conçu pour être lu comme un rapport autonome sur les résultats de la première phase du projet de l'IESALC sur les futurs de l'enseignement supérieur. Le rapport va du concept et des objectifs de l'enseignement supérieur (sections 1 et 2) aux rôles de l'enseignement supérieur (sections 3 et 4) et de là aux moyens par lesquels l'enseignement supérieur pourrait réaliser ses missions (sections 5 et 6). Les opportunités et les défis qui peuvent se présenter à l'horizon 2050 sont abordés à la fin du rapport (section 7).

La section 1 du rapport présente les messages clés que les experts en enseignement supérieur ont transmis à la Commission internationale. Les sections 2 à 6 portent sur les points principaux qui ont été soulevés lors des consultations d'experts sur les futurs de l'enseignement supérieur. Tout au long du rapport, les conclusions mettent également en lumière les nombreuses tensions, paradoxes et contradictions qui apparaissent lors de la transmission de ces diverses perspectives. La section 7 associe ces idées aux réflexions de l'IESALC sur les opportunités et les défis qui peuvent se présenter à l'horizon 2050.

1. Messages clés sur les futurs de l'enseignement supérieur

Les messages clés sur les futurs de l'enseignement supérieur sont présentés dans quatre grandes déclarations sur la manière dont l'enseignement supérieur pourrait être façonné et affiné afin de conduire à de meilleurs futurs pour tous. Ces déclarations portent sur la responsabilité active de notre humanité commune, la promotion du bien-être et de la durabilité, la force de la diversité interculturelle et épistémique, ainsi que le maintien et la création d'interconnexions à de multiples niveaux.

2. Définir les objectifs de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur en 2050 évoluera de manière à la fois transformatrice et progressive, perturbatrice et douce. La section 2 du rapport expose la manière dont les objectifs de l'enseignement supérieur peuvent être façonnés à l'avenir. L'enseignement supérieur devrait assumer la responsabilité (2a) de promouvoir le bien-être de la planète et (2b) de contribuer au développement social et économique. La place de l'enseignement supérieur dans le domaine des savoirs devrait être examinée dans l'arène publique, ce qui est discuté dans la sous-section sur (2c) le financement d'un bien public. En assumant ces

responsabilités, la conceptualisation de (2d) la connexion de l'écosystème de l'enseignement supérieur aide à comprendre les manières dont les enchevêtrements au sein, entre et au-delà des établissements d'enseignement supérieur individuels pourraient se développer.

3. Concevoir un enseignement supérieur pour tous

La fonction essentielle de l'enseignement supérieur, qui consiste à soutenir l'apprentissage, est examinée dans la section 3 dans le contexte de la manière dont chaque apprenant peut être mis en mesure de développer son plein potentiel afin de mettre en pratique son propre "projet de vie" (Sarango). L'accès à l'enseignement supérieur dans le monde s'est développé de manière exponentielle (même en termes relatifs), mais en regardant vers l'avenir, il faut faire davantage pour (3a) réaliser le droit à l'enseignement supérieur pour tous. L'organisation de l'enseignement supérieur doit se concentrer sur (3b) l'intégration de l'apprentissage entre les disciplines. À mesure que les apprenants changent, le rôle de ceux qui les soutiennent évolue également, comme le montre la sous-section (3c) sur l'orientation et l'éducation des apprenants. Il s'ensuit qu'il convient de mettre davantage l'accent sur (3d) l'élaboration de programmes et de parcours flexibles et inclusifs, ainsi que sur des approches adaptatives et créatives pour (3e) l'évaluation et la validation des résultats d'apprentissage.

4. Créer et partager des connaissances

L'apprentissage et l'enseignement resteront au cœur de l'enseignement supérieur, tout comme son rôle dans la création et le partage des connaissances, ce qui est abordé dans la section 4. Les résultats et les avantages de l'enseignement supérieur devraient profiter à tous, comme le montre la sous-section (4a) consacrée à la production de connaissances pour le bien commun. Une façon importante d'incorporer dans l'enseignement supérieur de multiples manières de connaître est de (4b) fonder les connaissances pertinentes dans le contexte. Les aptitudes et les capacités de l'enseignement supérieur à créer et à partager des connaissances sont à la fois soutenues et remises en question par la technologie, comme le montre la sous-section (4c) sur la réduction des fossés numériques. Bien que cela ne soit pas conçu comme un exercice de cartographie, plusieurs experts ont avancé des idées réfléchies et bien construites qui aident à (4d) imaginer des modèles alternatifs d'organisation des connaissances.

5. Générer la force dans la diversité

La section 5 du rapport examine comment l'enseignement supérieur pourrait être organisé sur la base du message fondamental des experts selon lequel la force de l'enseignement supérieur réside dans la diversité. Il ne s'agit pas seulement d'un regard vers l'avenir, mais aussi d'un regard sur la domination historique extérieure ainsi que sur les héritages et les risques actuels de l'homogénéisation mondiale. L'enseignement supérieur doit s'efforcer (5a) d'adopter des modes de connaissance et d'action pluriels. La diversité existe sous de multiples formes et il faut envisager le fait de (5b) répondre aux divers apprenants: comment les soutenir et quels sont les obstacles qui peuvent les empêcher d'accéder à l'enseignement supérieur. La diversité peut également être soutenue par (5c) la valorisation des divers paysages institutionnels, en particulier si l'accès à l'enseignement supérieur continue de s'élargir. Le rôle essentiel des EES dans (5d) la création d'espaces de dialogue - tant physiques que virtuels - peut renforcer les engagements de l'enseignement supérieur en faveur de la diversité.

6. S'engager avec l'âme et en solidarité

Les moyens par lesquels l'enseignement supérieur s'engage et remplit ses engagements sont exposés dans la section 6. Le concept de (6a) prise de responsabilité académique englobe plusieurs principes de gestion de l'enseignement supérieur pour les années à venir. Il s'agit de moyens orientés vers les valeurs par lesquels l'enseignement supérieur pourrait travailler à la réalisation de ses missions. L'enseignement supérieur au niveau du système et des établissements devrait être organisé autour de valeurs particulières ou, comme l'a dit un expert, (6b) fournir "une éducation ayant une âme" (Dzulkifli). Animé par ces valeurs "spirituelles", l'enseignement supérieur peut se tenir debout et agir ensemble en (6c) répondant collectivement aux défis mondiaux, façonner le monde qui l'entoure en (6d) faisant entendre sa voix sur la scène mondiale et examiner à nouveau son engagement dans les régions en (6e) poursuivant une internationalisation mutuellement inclusive.

7. Penser hors des sentiers battus: Opportunités et défis d'ici à 2050

Ce rapport ne fait pas de recommandations sur l'enseignement supérieur en 2050. Il ne couvre pas non plus tout ce qui pourrait être dit sur les opportunités, les risques et les contradictions que l'enseignement supérieur pourrait avoir à gérer tout au long des nombreux parcours à

venir, qui font l'objet d'un bilan dans cette dernière section. La dimension temporelle est également notée, dans la mesure où les futurs de l'enseignement supérieur ne peuvent, comme l'a noté un expert, "être imaginés que dans les contextes croisés" (Cross) de ses interfaces passées et actuelles. Ces héritages et ces événements actuels constituent des éléments cruciaux dans les multiples chemins à parcourir d'ici à 2050.

1. Messages clés sur les futurs de l'enseignement supérieur

Au cours du processus de consultation, les experts ont été invités à proposer un message clé sur les futurs de l'enseignement supérieur à transmettre à la Commission internationale sur les futurs de l'éducation.

Bien que ces messages clés soient nécessairement très vastes, ils donnent néanmoins une orientation claire et audacieuse sur la manière dont les objectifs, les rôles et les missions de l'enseignement supérieur pourraient être façonnés et affinés afin de favoriser de meilleurs futurs pour tous.

Les messages clés ont été regroupés en quatre grandes déclarations sur les futurs de l'enseignement supérieur. Dans cette vision composée, l'enseignement supérieur:

Assume la responsabilité active de la condition humaine partagée

- Découvre et développe le potentiel de tous les êtres humains
- Affronte les risques et comble les fossés entre le temps, les personnes et les lieux
- Plaide en faveur des savoirs et des modes de connaissance en tant que bien commun mondial

Favorise le bien-être et la durabilité

- S'oriente vers la justice, la solidarité et les droits de l'homme
- Soutient un projet de vie qui renforce les individus, leurs familles, les communautés et l'humanité
- Agit et est organisé de manière durable, éthique et attentive

Tire sa force de la diversité interculturelle et épistémique

- Respecte les cultures et les identités, qu'elles soient collectives, institutionnelles ou personnelles
- Crée des espaces de réflexion et de dialogue
- Fait des comparaisons de bonne foi, sans imposer ou impliquer une homogénéité

Soutient et crée une interconnexion à plusieurs niveaux

- Forge des collaborations entre les personnes, les groupes, les communautés locales et mondiales
- Maintient les liens entre les EES, les niveaux d'enseignement et l'apprentissage formel, non formel et informel
- Met en relation les êtres humains avec les autres humains, les non-humains, la Terre et l'univers.

2. Définition des objectifs de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur en 2050 évoluera de manière à la fois transformatrice et progressive, perturbatrice et douce. Cette section présente la manière dont les objectifs de l'enseignement supérieur peuvent être façonnés dans les futurs. L'enseignement supérieur devrait assumer la responsabilité de (2a) promouvoir le bien-être de la planète et de (2b) contribuer au développement social et économique. La place occupée par l'enseignement supérieur dans le domaine des savoirs devrait être examinée dans l'arène publique, ce qui est discuté dans la sous-section sur (2c) le financement d'un bien public. En assumant ces responsabilités, la conceptualisation de (2d) la connexion de l'écosystème de l'enseignement supérieur aide à comprendre les manières dont les enchevêtrements au sein, entre et au-delà des établissements d'enseignement supérieur individuels pourraient se développer.

2a. Promouvoir le bien-être de la planète

Notre futur commun est lié localement et globalement, entre humains et non-humains, ainsi que dans la matière et l'esprit. L'enseignement supérieur devrait se concentrer sur le bien-être de la planète, "sa diversité et sa durabilité, sa sécurité et sa beauté" (Smith) et sur une meilleure gestion humaine de toutes les entités de la Terre, humaines et non humaines (Barnett). La reconnaissance de notre interconnexion les uns avec les autres et avec notre

environnement doit façonner l'enseignement supérieur selon un "modèle de bien public"⁷ (Marginson). C'est un modèle qui a montré de manière décisive pendant la pandémie de Covid-19 qu'il est capable de mieux supporter des institutions stables.

Les EES peuvent exploiter leur "pensée perturbatrice collective" (Beckles) pour soutenir un changement des paradigmes de développement mondial et régional qui favorisent des futurs plus durables et s'engagent dans des activités bénéfiques pour l'humanité. Dans cette vision, la recherche va "créer les nouvelles connaissances et les nouvelles recherches nécessaires pour relever les défis mondiaux et fournir des preuves pour une politique publique éclairée" (Manuh) et elle va suivre et évaluer les progrès accomplis en matière d'objectifs de durabilité. En travaillant au-delà des frontières pour redistribuer les déséquilibres de pouvoir historiques, les EES seront en mesure de "répondre de manière plus authentique au bien-être mondial" (Naidoo).

2b. Contribuer au développement social et économique

Malgré l'importance du positionnement de l'enseignement supérieur sur les plans local, régional et mondial, le niveau de l'État restera crucial pour les missions et les objectifs de l'enseignement supérieur. Les EES "sont censés conduire le changement en contribuant de manière significative au développement économique et social du pays, en augmentant la participation civique, en faisant progresser la réforme de l'éducation et en promouvant la culture de la paix et de la non-violence" (Makoe). Les systèmes d'enseignement supérieur ne doivent pas perdre de vue leur rôle dans la fourniture de biens publics et ils seront un "moteur du développement inclusif et durable" (Beckles) s'ils utilisent leur capacité pour changer les paradigmes, transférer les connaissances et permettre des progrès scientifiques. La réponse aux besoins et aux demandes de la société est donc à la fois une imposition morale et un objectif stratégique. Chaque institution doit fixer des objectifs et des priorités qui seront les points de convergence des politiques et des pratiques.

⁷ The notion of higher education as a public good was affirmed at the Second UNESCO World Conference on Higher Education in 2009. https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000183277_fre

Un contexte de politiques favorables permettra aux EES de mieux répondre aux différents besoins de développement socio-économique, par exemple en donnant la priorité aux EES des régions les moins développées et en finançant les étudiants des minorités ethniques (Liu). Les futurs programmes de politiques pour l'enseignement supérieur devront mieux prendre en compte les trajectoires non linéaires et ils pourraient se concentrer sur la facilitation de l'ouverture, l'élargissement de l'enseignement supérieur au-delà de l'éventail actuel de qualifications, le soutien à la numérisation et la réforme de la formation des enseignants. Dans l'hypothèse d'un investissement public solide dans l'enseignement supérieur, les décideurs politiques peuvent réfléchir à la manière de canaliser les financements pour aider les "anciens" EES à s'ouvrir et à se transformer, ainsi qu'à la manière de partager les financements entre les différentes formes d'enseignement supérieur. D'autre part, les incohérences, la corruption, le sous-financement, les inefficacités et le contrôle excessif exercé par les décideurs politiques pourraient peser gravement sur les futurs de l'enseignement supérieur.

2c. Financer un bien public

La question de savoir qui va payer l'enseignement supérieur est une question récurrente qui restera pertinente à l'avenir avec la confluence de la reprise post-pandémique, l'intensification des coûts liés au climat, la prolifération de la dette mondiale, les tendances à la privatisation et l'expansion continue de l'accès à l'enseignement post-obligatoire. Les EES qui font payer des frais aux étudiants en excluent beaucoup et ils sont de plus en plus sous l'emprise de ceux qui paient ces frais. Les EES qui sont confrontés à des réductions de financement public et qui doivent réduire leurs effectifs, recourir à des travailleurs précaires et/ou se battre pour attirer des étudiants internationaux auront beaucoup plus de mal à remplir leurs fonctions. Pour que l'enseignement supérieur remplisse utilement des fonctions qui sont ancrées dans les communautés locales et nationales et qu'il renforce la collaboration et la solidarité mondiales, c'est-à-dire pour qu'il soit également un moteur du bien commun mondial, il est essentiel de faire des dépenses publiques considérables en faveur de l'enseignement supérieur. Les "caractéristiques de biens publics de la connaissance" (Rizk) sont une grande raison pour que les EES obtiennent davantage de financement public.

Pourtant, jusqu'à ce que l'enseignement supérieur ne devienne un droit au même titre que l'enseignement primaire dans la législation sur les droits de l'homme⁸, les États ne seront pas obligés de fournir un enseignement supérieur gratuit, "même si ce serait l'idéal" (Tibbitts). Même avec un financement public plus important, les écarts entre les pays en matière d'investissements dans l'enseignement supérieur et la recherche pourraient continuer à perpétuer les inégalités mondiales existantes. D'ici à 2050, différents modèles pourraient également soutenir financièrement le caractère public de l'enseignement supérieur. Par exemple, un "Fonds mondial pour l'apprentissage" (Rizk) pourrait obliger les pays économiquement plus riches et les entreprises mondiales à verser une partie de leurs bénéfices pour subventionner l'enseignement supérieur dans toutes les régions. Par ailleurs, l'expansion future des frais de scolarité pourrait "transformer l'enseignement supérieur au-delà de toute reconnaissance" (Kwiek), le rendant plus semblable aux contextes actuels où il y a eu "une participation croissante des ressources privées" (Brunner).

2d. Connecter l'écosystème de l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur est un écosystème dont les objectifs, les missions, les connexions, les institutions, les traditions et les ressources sont façonnés par les contextes historiques, sociaux, politiques et culturels dans lesquels les EES sont basés et ceux-là influencent ces contextes à leur tour. Conceptualiser l'enseignement supérieur d'une manière interconnectée aide à penser à "un nouvel écosystème où les gens vivront ensemble dans un monde meilleur" (Dzulkifli). Dans l'écosystème de l'enseignement supérieur, les EES du futur "se distingueront les uns des autres plutôt par la manière dont ils prendront la responsabilité, chacun avec sa propre mission, ses traditions, ses ressources et ses moyens, d'interagir avec ces écosystèmes" (Brunner). Pour ce faire, les EES peuvent adopter une approche à l'échelle de l'établissement en vue d'intégrer des programmes "holistiques et bien alignés avec le contexte local" (Dzulkifli), en renforçant la collaboration au sein de l'établissement afin de promouvoir la vision et le plan de changement.

⁸ Article 13, Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966), <https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/ICESCR.aspx>

L'enseignement supérieur n'est pas seulement un écosystème en soi; il doit aussi "devenir plus connecté, de l'extérieur et de l'intérieur, avec les écosystèmes avec lesquels il est enchevêtré" (Barnett) tels que les savoirs, les autres institutions sociales et l'économie. L'un de ces écosystèmes est l'enseignement: toute réflexion sur les missions et les objectifs de l'enseignement supérieur ne peut ignorer les liens incontournables qui existent avec l'enseignement primaire et secondaire, ainsi qu'avec l'apprentissage tout au long de la vie. Pour que les apprenants puissent s'épanouir dans l'enseignement supérieur et au-delà en 2050, les valeurs et l'organisation de tous les niveaux d'enseignement doivent être connectées. Embrasser tous les niveaux d'enseignement "permettrait à chacun de développer son potentiel et de s'épanouir dans un système circulaire et régénérateur" (Assié-Lumumba).

Comme la connectivité de l'enseignement supérieur en 2050 pourrait être "sur le terrain" (Rukspollmuang), les différentes parties prenantes devraient contribuer à la fois à l'écosystème interne des EES et aux écosystèmes dans lesquels l'enseignement supérieur joue un rôle sur les plans local, national, régional et international. L'enseignement supérieur n'est pas isolé et il pourrait même occuper une position centrale dans la coordination de diverses sources afin de promouvoir le développement et de connecter davantage le monde dans son ensemble: "Nous sommes tous interconnectés et nous devons façonner l'avenir de l'enseignement supérieur pour qu'il serve cette interconnexion, non seulement avec nous en tant qu'individus, mais aussi avec notre environnement intérieur - vers un environnement plus propre et un univers plus vaste. Dans ce sens, nous sommes interconnectés en tant qu'individus, mais notre sens de l'éthique doit aussi être orienté vers l'humanité" (Rizk).

3. Concevoir un enseignement supérieur pour tous

La fonction essentielle de l'enseignement supérieur, qui consiste à soutenir l'apprentissage, est examinée dans le contexte de la manière dont chaque apprenant peut être mis en mesure de développer son plein potentiel afin de mettre en pratique son propre "projet de vie" (Sarango). L'accès à l'enseignement supérieur dans le monde s'est développé de manière exponentielle (même en termes relatifs), mais en regardant vers l'avenir, il faut faire davantage pour (3a) réaliser le droit à l'enseignement supérieur pour tous. L'organisation de

l'enseignement supérieur doit se concentrer sur (3b) l'intégration de l'apprentissage entre les disciplines. À mesure que les apprenants changent, le rôle de ceux qui les soutiennent évolue également, comme le montre la sous-section (3c) sur l'orientation et l'éducation des apprenants. Il s'ensuit qu'il convient de mettre davantage l'accent sur (3d) l'élaboration de parcours et de programmes flexibles et inclusifs, ainsi que sur des approches adaptatives et créatives pour (3e) évaluer et accréditer les résultats d'apprentissage.

3a. Réaliser le droit à l'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur a la responsabilité d'aider les citoyens à développer pleinement leur potentiel individuel et à participer à la vie sociale et politique. Si l'enseignement supérieur pour tous est réalisable, il peut néanmoins être restreint si les systèmes continuent à être ou à devenir plus verticalement stratifiés et si les coûts (même lorsqu'ils sont relativement bas) continuent à être répercutés sur les étudiants (Kwiek). Les obstacles à l'apprentissage doivent être supprimés, notamment la discrimination fondée sur le sexe, l'âge ou l'origine ethnique, ainsi que les obstacles liés à l'accessibilité financière. Il convient d'accorder plus d'attention à "l'inclusion des groupes les plus vulnérables et traditionnellement exclus, tels que les non scolarisés, les femmes, les jeunes sans emploi et les personnes handicapées, les communautés autochtones, conformément à l'objectif plus large de ne pas laisser personne de côté" (Otieno). La pandémie de Covid-19 a également ajouté les exclus du numérique aux catégories de groupes vulnérables. Alors que l'accès à l'enseignement supérieur a augmenté et continue de s'étendre, cette croissance doit aller de pair avec le fait de faire attention à la qualité, qui est "la ligne de vie de l'enseignement supérieur" (Liu).

Outre son rôle en tant que droit de l'homme, l'enseignement supérieur peut favoriser les apprenants par le biais de la promotion des cultures académiques, la formation d'intellectuels, d'inventeurs, de critiques et d'éducateurs, la création de connaissances et la transformation sociale (Almeida-Filho). Pour aller de l'avant, il faut des changements au niveau systémique: ce ne sont pas seulement les établissements d'enseignement supérieur qui ont permis l'inégalité, le fonctionnement du système y a aussi contribué. La création d'alliances entre des universités de haut niveau dans des pays économiquement plus pauvres et des universités mondiales de premier plan qui recrutent des élites "applique des mesures décontextualisées

du mérite académique basées sur la performance (plutôt que sur le potentiel) et relie les diplômés aux nœuds de pouvoir mondiaux" (Naidoo), ouvrant ainsi des espaces pour un développement inégal de l'enseignement supérieur dans le monde. L'accent mis actuellement sur la langue anglaise exclut de nombreux acteurs de l'enseignement supérieur de la conversation mondiale. Les établissements d'enseignement supérieur devraient travailler ensemble pour intégrer l'éducation interculturelle dans un contexte multilingue, promouvoir l'accès à plusieurs langues et la traduction des publications afin de faciliter la démocratisation des connaissances, de telle sorte que l'enseignement supérieur soit véritablement un droit pour tous.

3b. Intégrer l'apprentissage entre les disciplines

L'enseignement supérieur en 2050 pourrait être plus adapté aux apprenants, ce qui serait très différent de l'organisation actuelle où les apprenants doivent s'adapter aux structures de l'enseignement supérieur. Les nouveaux points centraux de l'apprentissage seront "apprendre à transformer et apprendre à devenir" (Rukspollmuang). Pour y parvenir, la multidisciplinarité peut remplacer les silos disciplinaires d'aujourd'hui. Cela pourrait permettre non seulement aux apprenants, mais aussi aux enseignants et aux chercheurs, de bénéficier des avantages offerts par l'étude de plusieurs disciplines, tout en notant que "de nouvelles connaissances peuvent émerger de l'hybridité" (Majdoubeh). Pour former des êtres humains compétents, capables d'agir de manière éthique et de s'engager en faveur de la société et du bien commun, les humanités, les arts et les sciences devraient être entrelacés avec différents domaines de l'ingénierie, de la technologie et de l'innovation afin de créer une "éducation intégrale" (Ruiz Bravo López).

Les connaissances interdisciplinaires pourraient aider les apprenants à mieux comprendre les liens multisectoriels qui existent entre leur apprentissage et leurs parcours ultérieurs dans la vie. La multidisciplinarité pourrait même être remplacée par l'"inter-transdisciplinarité" (Almeida-Filho) et la promotion de nouvelles compétences de base en matière de langues, d'aptitudes à la recherche, de compétences pédagogiques, de compétences technologiques critiques et de sensibilité éco-sociale. L'interconnexion croissante entre les établissements d'enseignement supérieur pourrait nécessiter un "consensus sur l'apprentissage minimum

nécessaire pour les premiers niveaux qui faciliteront un monde intégré: culture scientifique et historico-culturelle, communications, langues, relations sociales et préparation au travail" (Marginson).

Les sciences sociales et humaines pourraient avoir plus d'influence pour freiner la course à la maximisation (du profit) et mettre davantage l'accent sur les entreprises responsables. En même temps, de nouveaux domaines de spécialisation peuvent émerger à mesure que le contenu devient plus humain et s'aligne sur les besoins du citoyen mondial (Rizk). Les apprenants devraient "recevoir une éducation à la paix et aux droits de l'homme" (Tibbitts). L'apprentissage devrait mettre l'accent sur la "dimension humaine" (Mittal) de l'enseignement supérieur, notamment la résolution de problèmes, le travail sur des projets, l'esprit d'entreprise, le développement de la curiosité et le bien-être. Les apprenants doivent être engagés à l'échelle mondiale par le biais de collaborations internationales, d'un enseignement interdisciplinaire et de recherches pluridisciplinaires (Mittal). Intégrer la dimension internationale dans les systèmes d'enseignement supérieur plutôt que de se concentrer sur des stratégies individuelles telles que la mobilité des étudiants ou des enseignants pourrait améliorer la qualité de l'enseignement et favoriser l'acquisition de compétences (Gacel-Ávila).

3c. Guider et éduquer les apprenants

À l'horizon 2050, "l'éducation en général et l'enseignement supérieur en particulier devraient être... la combinaison temps/espace qui peut convenir à chaque [apprenant]... où ils sont autorisés à développer leurs propres capacités et expertise pour construire et mettre en pratique leur propre projet de vie" (Sarango). Pour que les apprenants "aient plus de liberté pour explorer et montrer un résultat cohérent de leur apprentissage" (Nath Varma), le rôle des apprenants et des enseignants ainsi que les structures qui les entourent devraient changer. Les parcours d'apprentissage peuvent devenir plus ciblés sur les objectifs des apprenants, en soutenant les apprenants sur demande et en évaluant les résultats des processus d'apprentissage en termes de connaissances et de démonstrations pratiques des compétences, par exemple dans la réalisation de projets créatifs qui peuvent montrer des compétences en matière de résolution de problèmes et de pensée critique. Il est essentiel de renforcer l'autonomie des apprenants, ce qui peut être encore amélioré en prévoyant "une

préparation à la transition vers une vie économique indépendante dans chaque programme diplômant" (Marginson).

Les enseignants d'enseignement supérieur doivent aider à identifier et à nourrir les forces, les intérêts et les valeurs des apprenants. Par conséquent, les enseignants doivent être dotés des compétences nécessaires pour encadrer et faciliter, ainsi que pour gérer et concevoir, des modes d'apprentissage innovants. La créativité sera une compétence essentielle. On pourrait assister à une augmentation du nombre d'"enseignants indépendants" qui travaillent dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur afin de partager les avantages de l'interconnexion des programmes (Mittal), même si cela risque de générer de nouvelles formes de précarité. La technologie continuera également d'avoir un impact sur les possibilités offertes aux enseignants par la normalisation en cours des modes de prestation assistés par la technologie. Elle peut rendre le rôle des enseignants dans la conception de contextes d'apprentissage plus passionnant et en même temps plus accablant. Cependant, les enseignants ne deviendront jamais obsolètes: le partage et la régénération de l'apprentissage et des valeurs sont mieux accomplis par les êtres humains.

3d. Élaborer des programmes et des parcours flexibles et inclusifs

Une flexibilité et une personnalisation accrues dans l'organisation de l'enseignement et de l'apprentissage peuvent soutenir les connaissances pour le bien collectif dans le cadre d'un "système qui les aime [les apprenants]" (Smith). D'ici 2050, les apprenants pourraient être en mesure de personnaliser leurs expériences d'apprentissage en s'appuyant sur des processus et des pratiques souples et répondant aux besoins uniques des individus. De multiples programmes devraient être proposés pour garantir l'inclusion. Cela devrait également inclure des parcours plus flexibles, permettant de multiples points d'entrée et de sortie et combinant les études et le travail "de manière moins rigide qu'aujourd'hui" (Brunner). La collaboration entre les parties prenantes serait essentielle: la mobilité flexible des étudiants et des enseignants est essentielle pour ouvrir l'éducation et soutenir la collaboration professionnelle (Makoe). Une plus grande flexibilité "ne peut réussir que si l'on apprend aux enfants à devenir des apprenants motivés dès leur plus jeune âge. Cette attitude devrait être motivée par une

redéfinition complète du programme d'études dès le plus jeune âge" (Nath Varma) soulignant l'existence de l'enseignement supérieur au sein d'écosystèmes interconnectés plus larges.

Au niveau institutionnel, les EES doivent reconnaître, créer et appliquer de multiples formes de connaissances pour enseigner aux apprenants afin qu'ils deviennent des citoyens engagés publiquement et dotés de responsabilités civiques, préparés et motivés à apprendre tout au long de leur vie. La flexibilité sert à ouvrir non seulement les disciplines mais aussi les institutions, "afin que l'apprentissage soit possible non seulement au sein des différentes unités de l'université, mais aussi en dehors de ses locaux" – pouvant ainsi arriver à "l'apprentissage dans la coexistence" (Ruiz Bravo López). Cette ouverture de l'enseignement supérieur favorise également une meilleure coexistence entre l'enseignement supérieur et ses communautés tout en valorisant les savoirs et les apprentissages obtenus, par exemple, grâce aux expériences actuellement appelées extra-scolaires (Ruiz Bravo López). La flexibilité peut également être obtenue en utilisant efficacement les technologies éducatives pour "faciliter les processus d'enseignement et d'apprentissage qui seront plus créatifs et pratiques" (Rukspollmuang). L'apprentissage en ligne et mixte présente d'autres avantages tels que "l'accès accru, l'apprentissage à son propre rythme, la requalification rapide et le ré-outillage et recyclage des apprenants adultes, ainsi qu'une plus grande diversité et portabilité de la certification grâce à la micro-certification et à la certification numérique" (Beckles).

3e. Évaluer et accréditer les résultats d'apprentissage

Les EES doivent adapter leurs résultats et leurs structures d'évaluation pour répondre aux différents besoins d'apprentissage des apprenants les plus diversifiés, à l'impact de la massification en cours de l'enseignement supérieur et aux changements de la manière dont les apprenants font preuve de leurs connaissances et leurs compétences. Les modèles actuels sont également remis en question par la perspective de mettre davantage l'accent sur les valeurs et sur d'autres indicateurs intangibles "qui ne peuvent pas être mesurés" (Dzulkifli). Cela entraînera "un grand défi pour l'accréditation" (Rukspollmuang). L'accréditation doit être adaptée afin de combiner ses mécanismes d'assurance qualité avec la nature en constante évolution des qualifications, une relation qui ne peut fonctionner que si l'on trouve le bon équilibre entre la flexibilité et les normes de base. Repenser les structures d'évaluation

pourrait signifier que ce que l'on pourrait considérer comme des "macro-certificats" (les diplômes actuels de licence, de master et de doctorat) "pourrait devenir de moins en moins pertinent en raison de leur obsolescence rapide et de leur nature générique et uniforme" (Brunner). L'expansion de l'apprentissage tout au long de la vie et la révision des qualifications peuvent également créer des espaces favorables fournissant aux apprenants les compétences nécessaires pour fonctionner dans de nouveaux environnements (Makoe).

La persistance probable de l'inadéquation perçue entre les compétences des diplômés et les exigences du marché du travail s'accompagne d'incertitudes croissantes sur le marché du travail et elle est remise en question par les retombées de la pandémie de Covid-19 (Mollis). L'on pourrait ainsi assister à un découplage entre le travail et les qualifications. Toutefois, les séquelles de l'ancien modèle (actuel) pourraient persister pendant un certain temps. Les formations à cycle court pourraient devenir plus étroitement liées aux besoins du marché du travail local-national et les programmes de premier cycle, dans la mesure où ils continuent à fonctionner, pourraient devenir plus étroitement liés aux perspectives mondiales-nationales, en s'organisant davantage autour de "questions" et de "projets", avec une composante d'apprentissage à distance par le biais de plateformes mondiales. Il incomberait aux établissements d'enseignement supérieur de chaque pays d'adapter ces ressources et de ne pas se contenter de les "recevoir", en accompagnant et en évaluant les étudiants dans leur apprentissage (Brunner).

L'automatisation et d'autres aspects du changement socio-technologique pourraient renforcer l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie dans tous les secteurs. Les progrès rapides des technologies (par exemple, l'apprentissage en ligne, l'IA, la blockchain), parallèlement à l'évolution démographique des étudiants et à la nature changeante du monde du travail, pourraient entraîner des changements importants dans les titres et les parcours. Cela pourrait conduire à une utilisation plus large de "micro-certificats qui pourraient accélérer l'entrée dans le monde du travail et permettre un apprentissage continu juste à temps" (Nath Varma). Cela pourrait se faire dans le cadre de partenariats avec ceux qui bénéficient de l'enseignement supérieur, tels que les employeurs, et avec ceux qui pourraient bénéficier indirectement d'un système d'enseignement supérieur florissant. Des modèles de gouvernance adaptés seraient nécessaires à mesure que les EES "s'adaptent et repensent"

(Makoe) la manière de s'adapter à ces changements, notamment pour garantir un accès équitable aux divers groupes d'apprenants défavorisés.

4. Créer et partager des connaissances

L'apprentissage et l'enseignement resteront au cœur de l'enseignement supérieur, tout comme son rôle dans la création et le partage des connaissances. Les résultats et les avantages de l'enseignement supérieur devraient profiter à tout le monde, comme l'indique la sous-section (4a) sur la production de connaissances pour le bien commun. Une façon importante d'incorporer dans l'enseignement supérieur de multiples manières de connaître est de (4b) fonder les connaissances pertinentes dans le contexte. Les aptitudes et les capacités de l'enseignement supérieur à créer et à partager des connaissances sont à la fois soutenues et remises en question par la technologie, comme le montre la sous-section (4c) sur la réduction des fossés numériques. Bien qu'ils ne soient pas conçus comme un exercice de cartographie, plusieurs experts ont avancé des idées réfléchies et bien construites qui aident à (4d) imaginer des modèles alternatifs d'organisation de connaissances.

4a. Produire des connaissances pour le bien commun

Les connaissances devraient être reconnues comme un atout qui doit être utilisé pour le bien commun (Almeida-Filho), ce qui remet en question la répartition inégale actuelle des connaissances entre les régions, qui est renforcée par des mécanismes hiérarchiques tels que les classements. Le séquençage rapide et la production subséquente des vaccins Covid-19, rendus possibles grâce aux "sources abondantes d'investissements publics transdisciplinaires et transnationaux dans la science qui remontent dans le temps" (Naidoo), constituent un exemple contemporain de connaissances produites pour le bien commun. Pourtant, cette évolution positive a simultanément mis en évidence les "inégalités mondiales existantes en matière de production de connaissances, de recherche et d'innovation" (Manuh) en termes d'accès au vaccin ainsi que le rôle joué par les connaissances indigènes sur la guérison et le bien-être qui se situent en dehors des structures formelles de l'enseignement supérieur. En outre, les partenariats entre l'enseignement supérieur et les entreprises privées pour la production de vaccins risquent d'entraîner une marchandisation des savoirs. Plutôt que d'être

exclusif, "plus de choix, en termes de développement multidisciplinaire de la création de connaissances et de la croissance intellectuelle, contribueraient à mieux atténuer les incertitudes du présent et de l'avenir imaginé du monde" (Assié-Lumumba).

Le soutien des connaissances pour le bien commun devrait conduire à une diversification des groupes de personnes qui gèrent les systèmes de production de connaissances, comme les éditeurs de revues. Alors que les normes actuelles sont bien adaptées aux modèles économiques néolibéraux, les chercheurs et les décideurs politiques de demain exploreront en collaboration un nombre croissant de "modes de production" (Brunner) et de façons de faire de la recherche et de la partager ouvertement. Des formes alternatives et plus flexibles de gouvernance seront créées à mesure que les EES se transformeront en institutions plus "agiles et compétitives" (Beckles) et que de "nouveaux moyens de gouvernance de la connaissance et d'évaluation de l'innovation" (Rizk) seront mis en place. Les chercheurs devraient travailler ensemble au-delà des disciplines dans le but de favoriser la société et le bien commun. Le partage des connaissances serait facilité par des revues multilingues et une traduction plus fréquente des travaux dans au moins une demi-douzaine ou une douzaine de grands groupes linguistiques.

4b. Fonder les connaissances pertinentes dans le contexte

En 2050, les établissements d'enseignement supérieur devront dialoguer et s'engager de manière plus productive avec le monde extérieur. Les corpus de connaissances conserveront leur importance, mais seulement "lorsqu'ils seront placés dans des contextes" (Barnett). Par conséquent, au lieu de créer des savoirs qui ne servent qu'à soutenir la "soif inextinguible" de gains économiques (Sarango), les EES devront créer également de nouveaux savoirs qui seront au service des besoins des êtres humains eux-mêmes et de la nature. La reconnaissance de multiples formes de connaissances et une plus grande utilisation de langues autres que l'anglais peuvent soutenir cette ambition. Des connaissances contextuellement pertinentes seront également utiles dans les contextes où il existe des déconnexions entre ce que les étudiants apprennent dans les livres et les articles et les défis réels auxquels ils sont confrontés dans leurs communautés et leurs sociétés. Tous les établissements d'enseignement supérieur, et en particulier ceux qui se trouvent dans des contextes qui ont été historiquement mis à

l'écart d'une représentation dans le programme d'études, ne se contenteront pas d'adopter des connaissances mais ils seront à l'avant-garde de la production de technologies et de connaissances pertinentes au niveau local.

La recherche peut contribuer à "empêcher les communautés de retomber dans la pauvreté, à aider les pays à répondre aux besoins actuels et futurs en main-d'œuvre, à trouver des solutions innovantes aux problèmes de développement urgents et à ouvrir la voie à des paradigmes de développement plus équitables" (Beckles). Une plus grande pertinence contextuelle résulterait également de la capacité de la recherche de s'éloigner du modèle actuel selon lequel les communautés et les réseaux scientifiques sont dominés par un petit nombre d'établissements d'enseignement supérieur qui ont historiquement eu le pouvoir de définir les normes scientifiques et d'influencer les types de recherche faites. En outre, la pandémie de Covid-19 a "rappelé aux institutions que leurs principaux constituants se trouvent dans l'arrière-cour et que les idées basées sur le lieu fournissent un contexte riche pour l'apprentissage et pour le transfert de connaissances vers les communautés et la société" (Smith).

4c. Comblent les fossés numériques

Alors que l'on s'attend à ce que "les technologies prennent le dessus dans tous les pays" (Mittal), un message important pour l'enseignement supérieur en 2050 est de "faire de notre mieux pour que la technologie travaille pour nous et pour que nous tirions le meilleur parti de la technologie" (Majdoubeh). L'enseignement supérieur doit guider la technologie et rester à l'avant-garde de l'exploration et de la découverte de ses capacités et de ses limites, en imaginant de manière créative comment l'orienter vers le bien commun. En 2050, nous pourrions même avoir atteint une "ère post-numérique" (Rukspollmuang), une ère dans laquelle, plus qu'aujourd'hui, l'établissement d'enseignement supérieur "ne sera que l'un des multiples lieux d'apprentissage, existant aux côtés d'autres sources d'acquisition de connaissances telles que les plateformes sociales en ligne, le streaming audio interactif communautaire et les cours sur demande proposés indépendamment par des éducateurs, des praticiens et des artistes" (Rizk).

Alors que les technologies de haut niveau ont déjà atteint un niveau de partage des sentiments humains et que l'innovation rapide mais disruptive continue de progresser dans les futurs, il devient de plus en plus important de garder l'humanité et le bien commun au cœur des applications de la technologie au développement éducatif. Les implications des innovations technologiques actuelles, allant de l'intelligence artificielle à la robotique, de la blockchain à l'informatique quantique, pour l'apprentissage, les compétences et les emplois futurs doivent continuer à être étudiées.⁹ Les EES doivent "veiller à ce que l'intégration des technologies dans l'éducation soit bien soutenue" (Makoe) afin que les étudiants et les enseignants sachent ce que cela signifie réellement d'aller en ligne - si effectivement ils ont accès à l'internet, aux appareils ou à l'espace nécessaire pour participer.

Le passage massif à l'enseignement et à l'apprentissage en ligne, inspiré par la pandémie, a montré les effets révolutionnaires de la technologie sur l'enseignement supérieur, effets qui resteront importants à l'avenir. Néanmoins, les promesses de la technologie ne sont pas illimitées. L'adoption rapide des technologies de l'information et de la communication (TIC) à partir de la Covid-19 a exigé des efforts considérables de la part de l'ensemble du personnel des EES, marquant ainsi le début de nouveaux changements radicaux. "Il faut du temps pour que les gens puissent utiliser efficacement et utilement les progrès rapides des TIC" (Majdoubeh). Pour chaque problème que la technologie résout, "l'isolement social et la déconnexion font apparaître d'autres problèmes pour les enseignants et les apprenants" (Smith).

La pandémie a également mis en évidence "la nécessité de combler le fossé numérique afin que personne ne soit laissé pour compte" (Beckles). L'enseignement supérieur doit défendre le droit à la connectivité, à un appareil et à la mise en réseau afin que la numérisation continue démocratise l'accès et favorise de meilleures expériences d'enseignement supérieur. De nouveaux modèles tels que le "centre d'apprentissage en réseau" pourraient contribuer à atténuer les inégalités d'accès à l'internet, tout en favorisant l'accès aux connaissances pour tous (Rizk). La réduction des fossés numériques nécessitera également la mise en place de systèmes et de structures de résilience (Makoe). La transition vers des modalités en ligne est

⁹ Au moment où nous écrivons ces lignes, un projet sur l'intelligence artificielle et l'enseignement supérieur est en cours à l'IESALC.

déjà incluse dans certaines stratégies de développement régional (par exemple, les Caraïbes) et elle sera adoptée par d'autres.

Dans son rôle clé de générateur et de partageur de connaissances pour le bien commun mondial, l'enseignement supérieur devrait contribuer à "la créativité, à l'innovation et aux luttes [qui] se produisent pour obtenir des logiciels gratuits et ouverts et la re-décentralisation de l'internet, loin du contrôle des grandes entreprises technologiques" (Manuh). Les matériels conçus collectivement et librement accessibles peuvent aider à "mettre en place un système mondial inclusif de contenus éducatifs où les connaissances sont construites conjointement" et à faire que "l'éducation à code source ouvert disponible gratuitement et sans barrière pour les pays les plus pauvres devienne une réalité" (Makoe). La connaissance ouverte n'améliore pas seulement l'accès mais "donne également à un individu la possibilité de créer, de modifier et d'utiliser l'information et les connaissances de manière personnalisée" (Nath Varma).

4d. Imaginer des modèles alternatifs d'organisation de connaissances

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un exercice de cartographie, plusieurs experts ont proposé des modèles réfléchis et bien construits de ce à quoi pourraient ressembler différents types d'organisations de la connaissance en 2050.¹⁰ Ces exemples ne sont pas présentés ici pour les promouvoir comme les seuls modèles ou les solutions les mieux adaptées à toutes les régions, ni pour négliger les nombreuses réflexions déjà bien engagées sur les modèles futurs.¹¹ L'intention est plutôt de stimuler la réflexion sur la manière de traiter concrètement les inégalités actuelles dans l'enseignement supérieur, sur la manière de commencer à construire des systèmes alternatifs, et sur la manière dont cela, par nécessité et par choix, sera différent selon les régions.

L'"université africaine universelle" (Cross) est avant tout une institution axée sur les valeurs et intégrée dans la société. Dans "sa vision, sa mission et ses objectifs, ainsi que dans son insertion dans la société, [elle] est guidée par les valeurs de l'humanisme, de la justice sociale,

¹⁰ Veuillez vous référer aux documents de réflexion (<https://www.iesalc.unesco.org/en/futures-of-higher-education/expert-consultations/>) et aux autres publications des experts pour une description plus complète de ces modèles.

¹¹ For example, the broad framework put forward in *Africa 2063* (<https://au.int/fr/agenda2063/vue-ensemble>).

de l'intégrité académique et de la responsabilité sociale". Elle s'engage décisivement dans le monde et elle est ancrée dans ses racines historiques mais elle n'y est pas liée. Elle est à la fois universelle et africaine: elle "affirme la singularité par la médiation de ce qui est universel et elle affirme ce qui est universel par la médiation des singularités", en prenant "conscience de son insertion africaine dans le monde en voie de globalisation" (toutes les citations sont de Cross).

Le "centre d'apprentissage en réseau" (Rizk) est constitué d'universités travaillant en partenariat avec des communautés en ligne, des bibliothèques, des entreprises, des groupes de la société civile, etc.. Ce type de centres ou «hubs» peuvent être financés à la fois par les gouvernements et le secteur privé. Dans le cadre d'un système "freemium" (gratuit et de haute qualité), le financement public/privé garantirait un accès gratuit aux connaissances, complété par des paiements facultatifs des apprenants pour des services spécifiques ou supplémentaires. Les hubs utilisent des ressources éducatives ouvertes "remplissant la promesse d'une connaissance en tant que bien public non rival dont la valeur augmente avec le partage", comblant ainsi les fossés numériques et favorisant l'inclusion. Le contenu est rationalisé en ligne via des formes multiples et est proposé aux destinataires au-delà des "murs" de l'université (toutes les citations sont de Rizk).

Le "paradigme éducatif des Abya Yala" (Sarango) n'est pas tellement un modèle d'organisation offrant une vision ou une expérience du monde qui rassemble des paradigmes divers mais coordonnés. Il "n'est pas enraciné dans les théories individuelles d'une seule personne". Émergeant de l'Abya Yala (le continent américain), le paradigme est "radicalement différent du paradigme de la civilisation du monde occidental, mais il partage certains points communs avec les paradigmes de la civilisation des mondes oriental et africain." Au cœur du paradigme se trouve la notion selon laquelle "les êtres humains (hommes et femmes) apprennent, en se réalisant en communauté, de la vie, avec la vie et pour la vie" (toutes les citations sont de Sarango).

Le "laboratoire vivant pour la durabilité" (Otieno) rapproche l'enseignement supérieur des besoins des communautés et des sociétés qui l'entourent. Il est axé sur la durabilité et la

réalisation des objectifs de développement durable.¹² L'éducation au changement climatique est intégrée dans l'enseignement et l'apprentissage interdisciplinaires. Le laboratoire vivant soutient les enseignants en leur fournissant des ressources et des formations pour leur permettre de passer à un "programme vert". En échange, les étudiants sont préparés aux "emplois verts" dans une "économie verte". Les EES "servent de moteur à la transformation de la durabilité en vue de la réalisation des objectifs de développement durable" (toutes les citations sont d'Otieno).

L'"université écologique" (Barnett) est "plus connectée, extérieurement et intérieurement, aux écosystèmes avec lesquels elle est enchevêtrée". Elle relie intentionnellement huit écosystèmes, autour desquels elle construit sa mission et trouve sa raison d'être: le savoir, les institutions sociales, la nature, l'économie, la culture, les personnes, l'apprentissage et la politique. L'université écologique développe la transdisciplinarité dans l'organisation de l'enseignement et de l'apprentissage. Le rôle des professeurs est de "mettre en place des situations pédagogiques telles que les étudiants en viennent à adopter de larges perspectives et à générer leur propre volonté de continuer"; les étudiants devraient être appuyés pour "former et poursuivre spontanément leurs propres jugements, en pensée et en action" (toutes les citations sont de Barnett).

5. Faire de la diversité au atout

Cette section examine comment l'enseignement supérieur pourrait être organisé sur la base du message fondamental des experts selon lequel la force de l'enseignement supérieur réside dans la diversité. Il ne s'agit pas seulement d'un regard vers l'avenir, mais aussi d'un regard sur la domination historique extérieure ainsi que sur les héritages et les risques actuels de l'homogénéisation mondiale. L'enseignement supérieur doit s'efforcer (5a) d'adopter des modes de connaissance et d'action pluriels. La diversité existe sous de multiples formes et il faut envisager de (5b) répondre aux divers apprenants: comment les soutenir et quels sont les obstacles qui peuvent les empêcher d'accéder à l'enseignement supérieur. La diversité peut également être soutenue par (5c) la valorisation des divers paysages institutionnels, en

¹² <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

particulier si l'accès à l'enseignement supérieur continue de s'élargir. Le rôle essentiel des EES dans (5d) la création d'espaces de dialogue - tant physiques que virtuels - peut renforcer les engagements de l'enseignement supérieur en faveur de la diversité.

5a. Adopter des modes de connaissance et d'action pluriels

Parler de modes de connaissance et d'action pluriels, c'est accepter "la réalité diverse du monde dans lequel nous vivons... la diversité naturelle de l'espèce humaine, de la flore et de la faune, et toutes les logiques différentes qui régissent le monde vivant, et donc, toutes ses théories et formes de connaissance différentes" (Sarango). Il ne s'agit pas simplement de reconnaître la diversité, mais d'utiliser les différentes façons de voir le monde pour mieux se connaître, en suscitant la compassion et la compréhension. Cela signifie un rôle à jouer pour chacun et pour chaque région. Cela signifie un enseignement supérieur dans lequel les gens se voient représentés. Cela signifie qu'il faut célébrer les formes de connaissance et de savoir-faire qui ont été traditionnellement exclues, sans "sous-estimer les hétérogénéités culturelles et les inégalités sociales" qui ont été héritées (Mollis). La décolonisation épistémologique devient ainsi un point de départ pour redistribuer le pouvoir et redécouvrir les identités humaines et pour comprendre différemment les rôles et le travail des EES (Cross). Il reste beaucoup à faire pour déloger la domination actuelle de certains savoirs sur le chemin de la pluralisation de l'enseignement supérieur.

Dans les modes de savoir et de faire de l'enseignement supérieur, cela s'exprimera, entre autres, par les actions suivantes: le "pluralisme pédagogique" (Sarango), le multilinguisme par défaut, la diversification des rédactions de revues et le respect de l'enseignement supérieur dispensé par différents types d'EES. Il faut mettre fin à la focalisation sur les pratiques (comme dans l'internationalisation) où un modèle unique conçu par le Nord global est devenu la norme. Cela permettrait d'établir de meilleures relations entre les différentes formes de savoirs et de travailler à une diffusion plus large de l'alphabétisation et de la culture, de la science et de la technologie. L'intégration de différents savoirs, groupes et cultures permet de former des "personnes empathiques" qui respectent les différents savoirs et reconnaissent leurs limites. Cela contribuera à renforcer l'inclusion et la diversité, à abandonner les stéréotypes et, avec le temps, la discrimination (Ruiz Bravo López).

5b. Répondre à la diversité des apprenants

L'accès à l'enseignement supérieur s'est considérablement développé dans le monde. À l'horizon 2050 et au-delà, l'enseignement supérieur a encore de grandes chances de continuer à se développer, en particulier dans certaines régions (par exemple, en Afrique). On s'attend à ce que la moitié de la population mondiale suive une forme ou une autre d'enseignement supérieur et à ce que cet enseignement soit dispensé selon une combinaison de modalités en personne, mixtes et en ligne. La flexibilité de l'enseignement et de l'apprentissage en ligne permet également "d'impliquer d'autres membres de la communauté - par exemple, les femmes au foyer, les résidents de régions éloignées et les travailleurs ayant besoin de se recycler" (Rizk). Comme la demande d'enseignement supérieur continue de croître et de se diversifier, il convient de se demander "comment répondre à ces demandes de professionnalisation et d'employabilité sans négliger la formation humaniste, l'esprit critique, l'éthique et la poursuite du bien commun" (Ruiz Bravo López). Il convient également de faire attention à l'impact de systèmes à participation plus élevée, car il est possible que "la valeur positionnelle des diplômés d'enseignement supérieur soit inférieure à ce que l'on attend actuellement, car ils seront largement disponibles" (Kwiek).

La question qui se pose également est de savoir dans quel but davantage d'apprenants s'inscrivent pour suivre des études d'enseignement supérieur et comment faire en sorte que ceux qui n'ont pas suivi ces études d'enseignement supérieur ne soient pas exclus. L'enseignement supérieur doit non seulement accueillir la diversité, mais il doit aussi y être sensible. Cela signifie que les EES et les gouvernements doivent s'efforcer d'attirer et de retenir les apprenants autochtones, ceux appartenant à des minorités ethniques, les réfugiés et/ou ceux appartenant à des groupes marginalisés ou mal desservis (par exemple, les zones rurales et les personnes ayant moins de ressources économiques) de telle manière qu'ils ne soient pas obligés de se défaire de leur culture et de leurs expériences ou de renoncer à leur identité: ce qui constitue "une sorte de violence qui doit cesser" (Ruiz Bravo López). Cela signifie qu'il faut aborder les "effets négatifs sur l'inscription des jeunes¹³ qui sont pauvres, réfugiés, sans papiers ou autrement marginalisés" (Tibbitts) et l'impact que cela a sur l'inclusion et la diversité

¹³ Non seulement les jeunes, mais aussi les apprenants de tous âges

qui découle du coût croissant de l'enseignement supérieur, répercuté sur les apprenants et leurs familles.

La réceptivité envers les apprenants les plus divers élargit également les possibilités que ces apprenants façonnent leurs propres expériences dans le domaine de l'enseignement supérieur. Ils devraient "disposer des moyens pour se former et poursuivre spontanément leurs propres jugements, en termes de pensée et d'action" (Barnett). Les apprenants peuvent exprimer leur souhait de suivre certains cours et d'obtenir certaines qualifications et demander un changement du contenu et des compétences des programmes existants (Otieno). Ils peuvent plaider pour une meilleure connectivité, notamment dans les pays où le fossé numérique est déjà marqué. Les apprenants divers devraient avoir la confiance nécessaire pour pouvoir plaider en faveur d'un changement positif, non seulement pour eux-mêmes mais aussi pour le monde.

5c. Valoriser les divers paysages institutionnels

"L'objectif principal de la prestation de services d'enseignement supérieur sera celui de préparer l'ensemble de la population à la vie future" (Liu). Dans un contexte d'accès généralisé à l'enseignement supérieur, les EES peuvent faire que leur offre académique soit plus complète, plus diversifiée et plus flexible afin de répondre aux demandes d'un plus grand nombre de personnes. Répondre à ces demandes diverses peut exiger une variation institutionnelle car les EES se concentrent sur différents objectifs. La diversité institutionnelle peut englober des universités de recherche de haut niveau, des EES de niveau local axés sur le développement économique et social local et des collèges professionnels de niveau supérieur étroitement liés aux demandes de l'économie (Liu). La définition d'un EES par l'UNESCO (voir le glossaire) est alignée avec le soutien des experts aux institutions innovantes, qu'il s'agisse d'universités, d'instituts technologiques, de collèges ou de tout autre type d'établissement. L'adoption de cette diversité institutionnelle permettrait également une plus grande flexibilité et agilité en ce qui concerne les types de qualifications offertes par l'enseignement supérieur. Si les experts sont favorables à la diversité de l'offre d'enseignement supérieur, ce qui permettrait également d'accueillir des populations étudiantes plus nombreuses, la

stratification institutionnelle continue risque d'accroître l'exclusion des étudiants et des EES et de renforcer les hiérarchies mondiales existantes au lieu de les réduire.

À mesure que les établissements diversifient leur organisation et leurs offres, le nombre d'EES dans le monde pourrait n'augmenter que modérément. Certaines projections indiquent une augmentation progressive de la stratification verticale des EES au cours des prochaines décennies, ce qui constituerait la continuation des tendances existantes (Kwiek). Cela laisse entrevoir une différenciation légèrement divergente, tant au sein des États que sur le plan international, entre une minorité d'institutions prestigieuses à coût élevé orientées vers la recherche et une majorité d'EES orientés vers l'enseignement et capables d'absorber la massification actuelle de l'enseignement supérieur. Cela peut avoir des effets positifs comme, par exemple, l'amélioration de la qualité de l'enseignement en accordant une plus grande attention aux carrières d'enseignants et la fin de la prolifération actuelle de revues produisant des articles toujours plus spécialisés (Kwiek). Cependant, cette tendance à la stratification pourrait s'auto-renforcer, un petit nombre d'EES d'élite étant capable d'élaborer davantage de produits (citations, publications, collaboration internationale, financement de recherches, possibilités de titularisation, reconnaissance académique, etc.). Cette situation serait en contradiction avec les systèmes d'enseignement supérieur qui valorisent véritablement la diversité institutionnelle et elle pourrait affaiblir l'enseignement supérieur au lieu de le renforcer.

5d. Créer des espaces de dialogue

En se concentrant sur la création d'espaces d'analyse critique et de dialogue, l'enseignement supérieur peut faire face à la tendance de certaines régions où certains mouvements jouent sur la peur, l'hyper concurrence et la désinformation, et où il existe déjà un capitalisme prédateur. Ces éléments se conjuguent pour accroître le fossé et la violence. Il ne s'agit pas de fermer ou d'universaliser ce qui peut être dit, mais de créer des espaces "pour un dialogue réel des connaissances avec une équité épistémique" (Sarango), des espaces délibératifs pour atteindre ceux qui sont "cyniques et désillusionnés" (Naidoo). Ces espaces permettront aux EES de dialoguer entre eux et d'ancrer l'enseignement supérieur dans son entourage. En retour, cela peut aider l'enseignement supérieur à regagner "l'espace sociétal-communautaire

pour donner la priorité aux politiques publiques transformatrices" (Almeida-Filho) et changer les attitudes sociétales envers l'enseignement supérieur. Cette orientation délibérée permet également à l'enseignement supérieur de rester ferme lorsqu'il s'agit de défendre la criticité du savoir et de l'expertise, de ne pas être soumis aux mêmes pressions politiques que les gouvernements et d'aider le monde en général à faire face à l'imprévisibilité.

La Covid-19 a montré l'importance des connexions personnelles et sociales, pour lesquelles l'enseignement supérieur peut créer un espace à la fois physique et virtuel. Alors que l'apprentissage en ligne a montré comment le potentiel de la technologie peut être exploité pour que l'enseignement supérieur puisse atteindre plus de personnes dans plus d'endroits, les espaces physiques habités par les EES ne disparaîtront probablement pas, surtout si les fossés numériques actuels persistent à l'avenir. De plus, le fait d'être physiquement sur le campus ouvre des possibilités d'interactions sociales planifiées et non planifiées que les EES peuvent développer en faisant de la place à des expériences de mise en réseau, pour les étudiants et entre les établissements. D'autres modes d'utilisation des espaces d'enseignement supérieur peuvent apparaître, par exemple en ce qui concerne les utilisateurs de l'espace (apprenants, entreprises, société civile, etc.), et la manière et le moment où les apprenants utilisent l'espace physique de l'EES par rapport à leur présence virtuelle.

6. S'engager avec l'âme et en solidarité

Cette section porte sur les moyens par lesquels l'enseignement supérieur s'engage et remplit ses engagements. Le concept de (6a) prise de responsabilité académique englobe plusieurs principes de gestion de l'enseignement supérieur pour les années à venir. Il s'agit de moyens axés sur les valeurs par lesquels l'enseignement supérieur pourrait œuvrer à la réalisation de ses objectifs. L'enseignement supérieur au niveau du système et des établissements devrait être organisé autour de valeurs particulières ou, comme l'a dit un expert, (6b) offrir "une éducation ayant une âme" (Dzulkifli). Animé par ces valeurs "spirituelles", l'enseignement supérieur peut se tenir debout et agir ensemble pour (6c) répondre collectivement aux défis mondiaux, façonner le monde qui l'entoure en (6d) faisant entendre sa voix sur la scène

mondiale et reconsidérer son engagement dans les régions en (6e) poursuivant une internationalisation mutuellement inclusive.

6a. Assumer la responsabilité académique

Le concept de responsabilité académique comprend plusieurs principes pour gérer l'enseignement supérieur "dans un nouvel horizon de possibilités éclairé par une plus grande responsabilité épistémologique, politique et morale" (Cross). Il élargit certains concepts existants, par exemple en ajoutant la liberté épistémique aux notions établies de liberté académique. Cela permet de reconnaître de multiples formes de savoirs et de décentrer l'eurocentrisme inhérent aux discussions sur la liberté académique. Les EES doivent néanmoins rester vigilants face aux "menaces contre la liberté académique et l'autonomie des universités et des institutions publiques, qui continueront d'exister" (Manuh). Les EES devraient "assumer pleinement leur devoir civique de contribuer à des sociétés plus pacifiques et plus justes" (Tibbitts), en faisant preuve "d'honnêteté intellectuelle, d'intégrité, d'humilité et de travail acharné" au service d'une éducation humanisante (Rizk).

La responsabilité académique comprend également les normes auxquelles l'enseignement supérieur doit se tenir à travers des valeurs telles que l'intégrité académique. Il s'agit également de respecter les savoirs issus de différentes perspectives, notamment parmi les acteurs qui dominent actuellement la production de connaissances. La responsabilité académique a pour but d'enrayer l'éloignement des établissements d'enseignement supérieur de leur mission et de leur cadre de travail, provoqué par la volonté de figurer dans les classements mondiaux. D'ici 2050, l'enseignement supérieur devrait avoir surmonté la frénésie actuelle des classements qui a imposé un certain nombre de distorsions dans la manière dont la recherche est menée et financée, entraînant une hyperspécialisation, un individualisme dans la recherche et des contraintes méthodologiques. Au lieu de cela, l'enseignement supérieur devrait "repenser la contribution de l'université à la société à travers différents domaines, tels que l'enseignement et la responsabilité sociale, en allant au-delà des notations et des publications dans des revues à comité de lecture" (Ruiz Bravo López).

Les EES responsables sur le plan académique seraient appréciés pour leur réactivité aux grands défis mondiaux et pour leur coopération, leur intégration, leur inclusion, leur bienveillance et leur sens civique. Ils seraient également appréciés par la façon dont ils abordent l'impact de ces questions mondiales transversales sur le plan local et ils adaptent leurs offres pour "répondre aux besoins et aux contextes locaux spécifiques" (Tibbitts). Se concentrer sur la responsabilité académique est un effort institutionnel et collectif qui peut faire passer l'enseignement supérieur de la voie actuelle de la concurrence à une voie ayant un véritable potentiel d'égalisation, qui pourrait également "créer des espaces nouveaux de liberté pour les universitaires, les organisations de la société civile et d'autres, où il serait possible de réfléchir à l'entourage et le transformer" (Mollis). Il y a donc plusieurs niveaux d'action: responsabilité en tant que partie intégrante des communautés locales et nationales, et responsabilité en tant que partie d'un pacte mondial.

6b. Offrir une éducation ayant une âme

Des valeurs telles que le respect, l'empathie, l'égalité et la solidarité devraient être au cœur des futurs EES et de leurs missions. Autrement dit, "l'éducation ayant une âme" devrait "préparer les apprenants non seulement à la subsistance mais aussi à la vie" (Dzulkifli), en les aidant "à devenir de meilleurs citoyens, plus conscients de leurs responsabilités civiques et environnementales" (Gacel-Ávila). Les apprenants doivent faire preuve de tolérance, indépendamment des identités de genre, des préférences sexuelles, de la classe sociale, de la langue, de l'ethnicité et d'autres marqueurs qui décrivent ou définissent souvent les gens et qui sont également une source de division. Des penseurs critiques sont nécessaires pour lutter contre les préjugés et les fake news (Ruiz Bravo López). Dans ce type d'enseignement supérieur axé sur les valeurs, il n'y a pas de distinction entre ce qui se passe à l'intérieur et ce qui se passe à l'extérieur de la classe. L'enseignement fondé sur ces types de valeurs dépasse les limites des amphithéâtres et des salles virtuelles, évolue constamment en termes de contenu et donne à l'individu les moyens d'être meilleur. Cet enseignement aide les apprenants à mettre en place un système de valeurs solide qui équilibre les valeurs internes et externes, ce qui leur permet de changer leurs contextes et d'œuvrer pour une humanité commune. "En un mot, il s'agit du concept uBuntu", la prise de conscience que la notion

d'existence et de bien-être collectifs, telle qu'elle est ancrée dans l'affirmation africaine de l'éthos collectif "Je suis parce que nous sommes", doit être prise au sérieux et de manière cohérente (Assié-Lumumba).

L'enseignement supérieur guidé par les valeurs discutées dans ce rapport n'est pas seulement destiné aux apprenants mais il sera intégré dans toutes les fonctions des établissements d'enseignement supérieur (EES) car "il y a de la place pour un système d'enseignement supérieur construit sur la valeur de l'amour pour la terre, l'humanité et d'autres entités et il devrait servir à produire du bonheur et du bien-être" (Smith). L'accent devrait être mis, à l'échelle du système, sur la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la prévention de la violence et des abus humains, la protection des minorités ethniques et des groupes les plus vulnérables, ainsi que la conservation de l'environnement. En suivant cette ligne de pensée, l'enseignement supérieur pourrait contribuer à la tolérance, à la réduction des conflits et à la paix mondiale. Les établissements d'enseignement supérieur devraient être des espaces qui soutiennent et créent des sociétés civiles et démocratiques. Bien que les technologies telles que l'intelligence artificielle et l'analyse de l'apprentissage jouent un rôle dans les futurs systèmes d'enseignement supérieur, il convient de faire attention aux questions éthiques lors de leur conception et de leur déploiement. Les progrès technologiques dans l'enseignement supérieur devraient être soumis aux mêmes valeurs et utilisés au service de la finalité humaine et du bien commun.

6c. Répondre collectivement aux défis mondiaux

La Covid-19 est emblématique des défis mondiaux qui resteront d'actualité à l'horizon 2050. La pandémie nous apprend des choses sans précédent: "Comme jamais auparavant, l'humanité a appris le sens d'un destin partagé, dans la maladie comme dans la santé" (Rizk). Dans la misère et les perturbations, la pandémie a "créé des solidarités temporaires" (Manuh), non seulement sur le plan mondial mais aussi sur le plan local. La pandémie de Covid-19 a montré à la fois le manque et le besoin accru de coopération mondiale en matière de recherche, d'innovation et de renforcement des capacités scientifiques. Les réponses à des défis mondiaux comme la pandémie seront au cœur de la coopération internationale soutenue par

des valeurs d'intégrité et d'accès équitable qui devraient également se refléter dans la manière dont les EES sont dirigés et gouvernés.

L'enseignement supérieur (et la science) peut (peuvent) jouer un rôle clé dans "la construction d'une conscience culturelle et d'une compétence globale, et dans le maintien de communications globales "denses" nécessaires à la construction d'une société mondiale nouvelle et stable" (Marginson). Étant donné que "les structures étatiques et les mécanismes multilatéraux actuels ne sont pas en mesure d'y faire face" (Marginson), l'enseignement supérieur doit poursuivre la coopération afin de relever les grands défis au-delà de ce qui peut être résolu par la seule recherche. Les réponses collectives impliqueront les acteurs de l'enseignement supérieur, les décideurs politiques, les praticiens, les hommes d'affaires, les environnementalistes, les technologues, les agriculteurs et les défenseurs des droits civils, entre autres. L'"éthos collectif doit être affirmé comme pertinent ou comme un signe de civilisation pour le futur" (Assié-Lumumba); le bien-être collectif devrait être embrassé comme "contingent à l'interdépendance et ouvrant les portes à un nouveau cadre institutionnel pour le développement des capacités humaines à l'avenir" (Assié-Lumumba).

Les EES devraient être à l'avant-garde de la lutte contre la crise climatique, tant dans leur rôle de production de connaissances et d'incubation et de transfert de technologies que dans l'intégration de l'éducation au changement climatique dans l'apprentissage, en termes de compétences techniques et de de promotion de la conscience et des responsabilités mondiales. Les campus peuvent devenir plus adaptatifs et "conscients de l'environnement" (Mittal). L'enseignement supérieur doit mettre davantage l'accent sur les multiples dimensions de la durabilité: non seulement du point de vue environnemental, mais aussi du point de vue économique et social, et peut intégrer "de nouveaux modes d'apprentissage tels que l'apprentissage fondé sur des projets, la communauté et le service" (Rukspollmuang). Comme l'a noté un expert, l'éducation au développement durable de l'UNESCO¹⁴ offre un cadre autour duquel l'enseignement supérieur peut renforcer les capacités en matière de "croissance verte" et les "compétences en durabilité" (Otieno) dans les futurs. Les EES peuvent développer une formation aux compétences avancées pour "décarboniser le monde et défendre les autres objectifs de durabilité" (Naidoo). La nature transversale des questions

¹⁴ <https://fr.unesco.org/themes/%C3%A9ducation-au-d%C3%A9veloppement-durable>

climatiques nécessitera une collaboration interdisciplinaire accrue au sein des EES et entre eux, ainsi que de nouvelles synergies avec l'industrie. La réorientation de l'éducation et de la formation vers le changement climatique et les questions de durabilité au sens large permettra de soutenir le passage à une économie plus durable et plus inclusive et d'offrir et de créer des emplois intéressants.

6d. Faire entendre sa voix sur la scène mondiale

Des années de processus de mondialisation intensive continueront de marquer l'enseignement supérieur en 2050: malgré la montée des mouvements populistes néo-nativistes dans certaines régions, le monde est imbriqué et l'enseignement supérieur est au cœur de la réflexion et des activités transfrontalières. Il convient de faire attention à la façon dont l'enseignement supérieur peut être émancipateur dans un monde globalisé inégal, à la façon dont il peut "guérir les fractures croissantes qui divisent l'humanité" (Naidoo) et développer des réponses collectives. Le pouvoir de l'enseignement supérieur de façonner le discours mondial a été montré de manière convaincante par des mouvements comme "Rhodes Must Fall". Ce puissant mouvement d'étudiants, qui a vu le jour grâce à l'enseignement supérieur, à partir de celui-ci, a joué un rôle central dans le plaidoyer en faveur d'un changement des cultures et des programmes institutionnels, ainsi que dans l'apparition d'une "dynamique mondiale de protestation contre les systèmes d'oppression enracinés et l'exclusion légitimée d'individus et de groupes" (Assié-Lumumba). L'enseignement supérieur a une voix dans l'arène mondiale et, en tant qu'institution sociale, il a la responsabilité de l'utiliser pour un changement positif.

Le pouvoir de rassemblement de l'enseignement supérieur - par le biais d'actes de solidarité internationale ainsi que d'alliances et de partenariats formels - a un potentiel inexploité, non pas pour remplacer les formes existantes de multilatéralisme mais pour les renforcer. La base de données mondiale sur l'enseignement supérieur, soutenue par l'UNESCO,¹⁵ a recensé près de 20.000 établissements d'enseignement supérieur dans 196 pays; selon d'autres estimations, il y a près de 30.000 EES dans le monde. Bien qu'inégalement répartie et dotée

¹⁵ <https://www.whed.net/home.php>

en ressources, cette vaste portée mondiale pourrait en soi être une force qui soutient l'éducation en tant que bien commun mondial, fournissant des structures de gouvernance au-delà de l'État-nation et "reconnaissant la connaissance comme un atout économique et géopolitique qui doit être dirigé vers le bien commun" (Almeida-Filho). Sur cette scène mondiale, l'enseignement supérieur peut collaborer avec l'ONU et la rendre responsable des objectifs de développement durable, tout en soutenant des objectifs plus ambitieux pour l'enseignement supérieur dans l'agenda post-2030. Pour remplir ce rôle, l'enseignement supérieur doit avoir la capacité et la volonté de prendre position et de faire entendre sa voix.

6e. Poursuivre une internationalisation mutuellement inclusive

La pandémie de Covid-19 a été un "tournant ayant des effets importants pour l'avenir de l'internationalisation; elle est devenue une occasion pour réexaminer ses valeurs, ses objectifs, ses stratégies et ses priorités" (Gacel-Ávila). Les formes actuelles de l'internationalisation doivent être remises en question afin de bouleverser l'élitisme de la mobilité des étudiants, les logiques économiques, les inégalités causées par la fuite des cerveaux et les modèles homogénéisants qui dominent actuellement. Les valeurs et les principes de l'internationalisation devraient être affirmés comme des éléments qui favorisent l'apprentissage interculturel, la coopération interinstitutionnelle basée sur le bénéfice mutuel, la solidarité, le respect mutuel et le partenariat équitable. Une internationalisation plus poussée peut soutenir un "engagement international fort" (Majdoubeh) mais "l'accès à ses avantages doit être radicalement augmenté" (Gacel-Ávila). À mesure que la pluralité des modes de connaissance et d'action se répand, les connaissances issues de cultures et d'expériences différentes devraient être plus valorisées et les partenariats entre EES et pays devraient devenir plus véritablement mutuels.

Durant ce parcours vers une plus grande mutualité, "les grandes universités renommées devraient proposer la mise en réseau avec des universités de pays moins développés comme condition obligatoire afin que les étudiants des régions moins développées ne soient pas laissés pour compte et que le monde bénéficie des compétences et des connaissances d'un réseau plus large d'apprenants" (Nath Varma). Cela peut s'étendre aux programmes d'études mondiaux, conçus pour avoir une portée universelle tout en englobant les perspectives de

diverses parties du monde. Le développement continu de la communication améliorée par la technologie peut également renforcer la diversité en termes d'étudiants et de méthodes d'accumulation d'unités de valeur et de cours. Les futurs étudiants internationaux devraient être en mesure de choisir des cours dictés par de différents établissements d'enseignement supérieur du monde entier et de vivre ainsi des expériences intellectuellement stimulantes grâce à de nouvelles formes de mobilité étudiante", y compris le mouvement entre l'enseignement basé sur le campus et le mode en ligne, le mouvement entre les programmes axés sur les compétences et les programmes diplômants formels et le mouvement entre les universités [nationales] et les universités étrangères" (Mittal).

Pour que ces initiatives d'internationalisation soient un succès et ne se fassent pas au détriment de la qualité, "des normes transfrontalières devraient être élaborées" (Marginson). Les initiatives régionales peuvent également contribuer à soutenir les connaissances et les structures organisationnelles locales, en s'appuyant sur les expériences des programmes déjà en cours¹⁶ qui portent sur "l'harmonisation des normes éducatives et la reconnaissance mutuelle des qualifications académiques et professionnelles... l'expansion de la mobilité des étudiants et des universitaires... [l'augmentation] de la recherche mondiale, du développement et du transfert de technologies, de l'innovation et de la production de connaissances" (Manuh).

7. Penser hors des sentiers battus: Opportunités et défis d'ici à 2050

L'objectif de ce rapport est de tirer des leçons du large éventail de sagesses et des points de vue souvent divergents exprimés par 25 experts mondiaux en enseignement supérieur, à un moment précis de l'année 2021, ainsi que de partager et de synthétiser ces sagesses et ces points de vue.

¹⁶ Par exemple, l'UNESCO a six conventions régionales: pour les États africains, les États arabes, l'Asie et le Pacifique, la région européenne, l'Amérique latine et les Caraïbes, et la région méditerranéenne et, en 2019, elle a lancé la première Convention mondiale sur la reconnaissance des qualifications concernant l'enseignement supérieur. <https://en.unesco.org/themes/higher-education/recognition-qualifications/conventions-recommendations>

Le présent rapport est présenté par l'UNESCO-IESALC à la Commission internationale sur les futurs de l'éducation et, à ce titre, les messages clés à transmettre à la Commission internationale sont réitérés dans cette section de conclusion. Le rapport est également conçu pour être lu comme un rapport autonome sur les résultats de la première phase du projet multi-phase de l'IESALC sur les futurs de l'enseignement supérieur. Les phases ultérieures du projet vont s'appuyer sur les résultats de cette phase et elles seront y reliées.

La synthèse présentée dans ce rapport n'est pas un schéma directeur pour l'enseignement supérieur en 2050. Elle ne rend pas compte de toutes les possibilités, de tous les risques et de tous les défis qui pourraient se présenter. Et, bien qu'il ait une portée mondiale, le rapport ne peut prétendre englober toutes les perspectives et tous les contextes du monde.

Par contre, le rapport a mis en avant de multiples idées, possibilités et propositions pour les futurs de l'enseignement supérieur. L'accent a été mis sur le façonnement futur des objectifs de l'enseignement supérieur, sur les fonctions de l'enseignement supérieur dans sa conception pour tous et dans la création et le partage des connaissances, et sur les moyens par lesquels il peut accomplir ses missions en trouvant sa force dans la diversité et en s'engageant avec l'âme et en solidarité.

Les messages clés adressés et transmis par ce groupe d'experts à la Commission internationale sur les futurs de l'éducation ont été présentés dans quatre grandes déclarations sur les futurs de l'enseignement supérieur. Dans cette vision collective, l'enseignement supérieur:

Assume la responsabilité active de la condition humaine partagée

- Découvre et développe le potentiel de tous les êtres humains
- Affronte les risques et comble les fossés selon le temps, les personnes et les lieux.
- Plaide en faveur des savoirs et des modes de connaissance en tant que bien commun mondial

Favorise le bien-être et la durabilité

- S'oriente vers la justice, la solidarité et les droits de l'homme

- Soutient un projet de vie qui renforce les individus, leurs familles, les communautés et l'humanité
- Agit et est organisé de manière durable, éthique et attentive

Tire sa force de la diversité interculturelle et épistémique

- Respecte les cultures et les identités, qu'elles soient collectives, institutionnelles ou personnelles
- Crée des espaces de réflexion et de dialogue
- Fait des comparaisons de bonne foi, sans imposer ou impliquer une homogénéité

Soutient et crée une interconnexion à plusieurs niveaux

- Forge des collaborations entre les personnes, les groupes, les communautés locales et mondiales
- Maintient les liens entre les EES, les niveaux d'enseignement, l'apprentissage formel, non formel et informel
- Met en relation les êtres humains avec les autres humains, les non-humains, la Terre et l'univers.

Il ne sera pas facile d'atteindre ces idéaux, et il ne sera pas non plus possible de les atteindre d'une manière unique. Ces déclarations et le contenu présenté dans ce rapport de synthèse comportent une série de tensions et d'obstacles susceptibles d'entraver les voies menant à des futurs meilleurs envisagés pour l'enseignement supérieur. Certains de ces défis ont été abordés dans le rapport:

- Le facteur actuellement dominant de la concurrence et de la stratification interinstitutionnelles/systemiques se heurte aux notions futures de l'enseignement

supérieur en tant que bien public accessible à tous et qui valorise la diversité des paysages institutionnels.

- L'identification que la flexibilité et la personnalisation de l'apprentissage pourraient élargir l'accès à l'enseignement supérieur contraste avec la standardisation des programmes et des parcours qui faciliteraient une plus grande mobilité et soutiendrait l'assurance qualité.
- Malgré les progrès réalisés dans l'ouverture de l'accès à l'enseignement supérieur et la diversification de ses destinataires et du moment et de la manière dont cela peut être expérimenté, "le savoir n'a pas libéré la majorité de la population mondiale" (Smith), ce qui porte atteinte aux perspectives futures de réduction des inégalités et des hiérarchies importantes.
- La technologie pourrait démocratiser l'accès à la connaissance et rendre l'enseignement supérieur accessible bien au-delà du campus, mais les fossés numériques entre et dans les États et les effets négatifs sur le bien-être de la suppression de toute interaction en personne montrent qu'intégrer davantage la technologie dans l'enseignement supérieur représente au moins autant de menaces et de contraintes.
- Le besoin des EES de se rassembler pour faire entendre leur voix sur la scène mondiale et de répondre collectivement aux défis mondiaux conduit au risque éventuel de négliger les rôles vitaux de l'enseignement supérieur dans les questions locales et en tant que partie intégrante des communautés locales.

Le fait d'avancer dans les parcours vers 2050 devrait incorporer des études et des planifications plus approfondies afin de traiter les questions déjà connues ainsi que celles qui pourraient surgir dans les phases futures du projet Futurs de l'enseignement supérieur ou sur les voies à parcourir. En outre, comme l'ont souligné les experts, il est impossible d'imaginer le futur si les expériences du ou des présents ne sont pas également comprises et abordées comme une problématique. De même, il est nécessaire de prendre en compte le(s) passé(s) et les héritages historiques de l'enseignement supérieur (Mollis). Les futurs de l'enseignement supérieur doivent donc être définis non seulement par rapport à ce qui s'est passé auparavant, mais aussi dans des contextes contemporains en raison de "l'interrelation dynamique entre le passé et le présent" (Naidoo).

Les contextes actuels sont variés et ils se croisent; ils se manifestent différemment selon les régions. Les facteurs contextuels comprennent les conflits, la pauvreté matérielle, la crise économique, le changement climatique, la sécurité alimentaire, le stress politique, la corruption, les changements géopolitiques, le mouvement des personnes, l'urbanisation, les changements démographiques, la violence de genre et le besoin de justice raciale et sociale. Comme le montre également la Covid-19, les événements actuels se révèlent imprévisibles et la trajectoire linéaire que l'on croyait autrefois porteuse de développement et de progrès n'existe pas. La pandémie nous montre la vulnérabilité humaine. Elle met en évidence les "inégalités raciales et économiques systémiques" (Smith) qui ont persisté sans être encore traitées de manière adéquate. Elle montre qu'il est nécessaire de repenser toutes les formes d'enseignement de manière non linéaire, tout en soulignant que l'enseignement supérieur doit être mieux doté pour répondre aux crises, qu'il s'agisse de pandémies, de migrations, de conflits ou d'autres. Elle montre que l'enseignement supérieur pourrait être plus explicite en matière de valeurs en promouvant "l'importance du bien-être et de la qualité de vie" (Dzulkifli).

Pour régler ses comptes avec le passé, il faut étudier et enseigner ce qui s'est passé auparavant "pour apprendre, désapprendre et réapprendre en profondeur tout en encadrant les façons dont nous imaginons [le] futur" (Cross). Cela signifie qu'il faut s'engager de manière critique et abandonner les héritages nuisibles qui sont toujours présents dans les systèmes actuels, en particulier ceux qui découlent du traumatisme colonial, mais aussi ceux qui proviennent d'autres héritages. Ceci est particulièrement pertinent dans les contextes d'ancienne colonisation où le poids du colonialisme et d'autres formes de violence structurelle, telles que l'apartheid et la colonisation militaire, pèse lourdement. Cette question devrait également être prise au sérieux dans les centres anciennement colonisés, où il faut reconnaître davantage le pouvoir qui a été mis de côté et où l'humilité d'apprendre et d'accepter d'autres savoirs a fait cruellement défaut.

L'imposition et l'institutionnalisation délibérées des structures organisationnelles, en particulier du modèle universitaire, ont été telles que ce traumatisme colonial devra, pour l'essentiel, être interrompu depuis l'intérieur. Les EES eux-mêmes ne sont pas immuables: ce qui doit changer, ce sont les "valeurs ancrées dans l'université au sens large et le droit autoproclamé de dominer et de façonner le reste du monde" (Assié-Lumumba) qui définissent encore aujourd'hui l'enseignement supérieur. Pour ce faire, il faudra (re)découvrir et s'engager

de manière critique avec les bourses, les institutions et les personnes dont l'influence sur l'enseignement supérieur a été négligée ou délibérément supprimée, et renverser "l'abandon des connaissances locales et de l'apprentissage contextualisé de la part des peuples autochtones, des paysans, des secteurs les moins favorisés, des femmes, entre autres groupes" (Sarango).

Même si l'on ne sait pas dans quelle mesure l'enseignement supérieur de 2050 sera différent de celui d'aujourd'hui, l'on peut prévoir à la fois des perturbations et des changements progressifs sur les plans mondial, régional et local. Les EES doivent s'attendre à développer des capacités plus profondes de résilience et d'adaptation, non seulement au sein de l'enseignement supérieur mais aussi pour aider le monde à faire face à l'imprévisibilité. En adoptant les messages clés et en s'efforçant d'atteindre les idéaux relatifs aux objectifs, aux fonctions et aux missions de l'enseignement supérieur présentés dans ce rapport, tout en évaluant de manière critique et en agissant face aux tensions et aux obstacles qui pourraient s'y opposer, les multiples parcours de l'enseignement supérieur d'ici 2050 pourraient effectivement contribuer à de meilleurs futurs pour tous.